



"Pour sauver notre environnement il ne sera dorénavant plus permis d'acheter une téléphone portable."

- ▶ **Pétrole : les découvertes au plus bas depuis trente ans** p.1
- ▶ **Pas assez de pétrole ou trop de demande? (Philippe Gauthier)** p.4
- ▶ **Les climatologues se sont trompés : la planète se réchauffe deux fois plus vite que prévu.** p.7
- ▶ **Vague de chaleur : les températures atteignent des records dans de nombreux endroits du monde** p.4
- ▶ **[Mystification:] Vers une planète à 11 milliards d'humains** p.13
- ▶ **50 ans de lutte contre le réchauffement climatique : l'urgence est là mais l'espoir aussi** p.13
- ▶ **L'ONU se penche sur la question du lien entre changement climatique et risques de conflits** p.17
- ▶ **Bangalore, histoire d'une ville au bord de la faillite écologique** p.19
- ▶ **Deep Green Resistance, ne nous trompons pas d'ennemi** (Michel Sourrouille) p.24
- ▶ **Passage aux 80 km/h, une limitation de notre démesure** (Michel Sourrouille) p.25
- ▶ **Pour préserver la planète, arrêtons de faire des enfants** (Michel Sourrouille) p.26
- ▶ **USA : CHARBON, RIEN DE CHANGE...** (Patrick Reymond) p.27

SECTION ÉCONOMIE

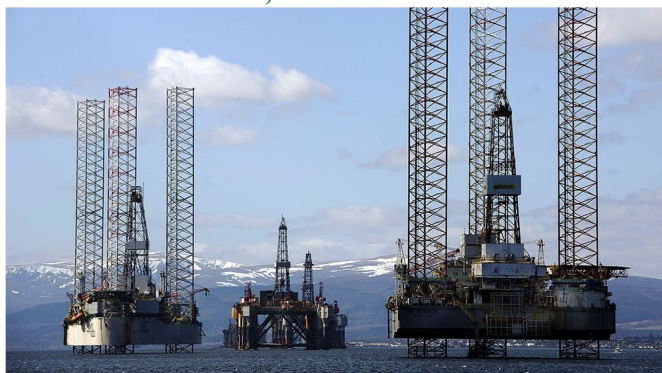
- ▶ **Gerald Celente: "Le chaos pourrait s'abattre sur les marchés mondiaux !"** p.30
- ▶ **James Turk: "Ce sombre présage se joue désormais sous nos yeux !"** p.32
- ▶ **L'Amérique se dirige droit vers la plus grande crise d'endettement de l'histoire !** p.33
- ▶ **Regardez à quel point l'économie US repose sur une chaîne de Ponzi et pourquoi on va tout droit vers la prochaine crise !** p.37
- ▶ **Un « tuyau » sur les tendances (Bill Bonner)** p.38
- ▶ **La situation peut-elle mal tourner pour le Deep State ? (Bill Bonner)** p.41
- ▶ **Les instructifs déboires d'un gérant de hedge fund (Simone Wapler)** p.44
- ▶ **L'impôt à la source : ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas (Simone Wapler)** p.46
- ▶ **Pétrole: USA et occidentaux pourraient recourir aux réserves stratégiques** p.50
- ▶ **La dette de la Grèce: un Sisyphe moderne** p.51



Pétrole : les découvertes au plus bas depuis trente ans

Vincent Collen 11/07/2018 Les Echos.fr

[NYOUZ2DÉS: Vincent Collen est sûrement un journaliste. Dans le domaine du pétrole, il n'est sûrement pas un Matthieu Auzanneau, un Benoit Thévard ou un Jean-Marc Jancovici.]

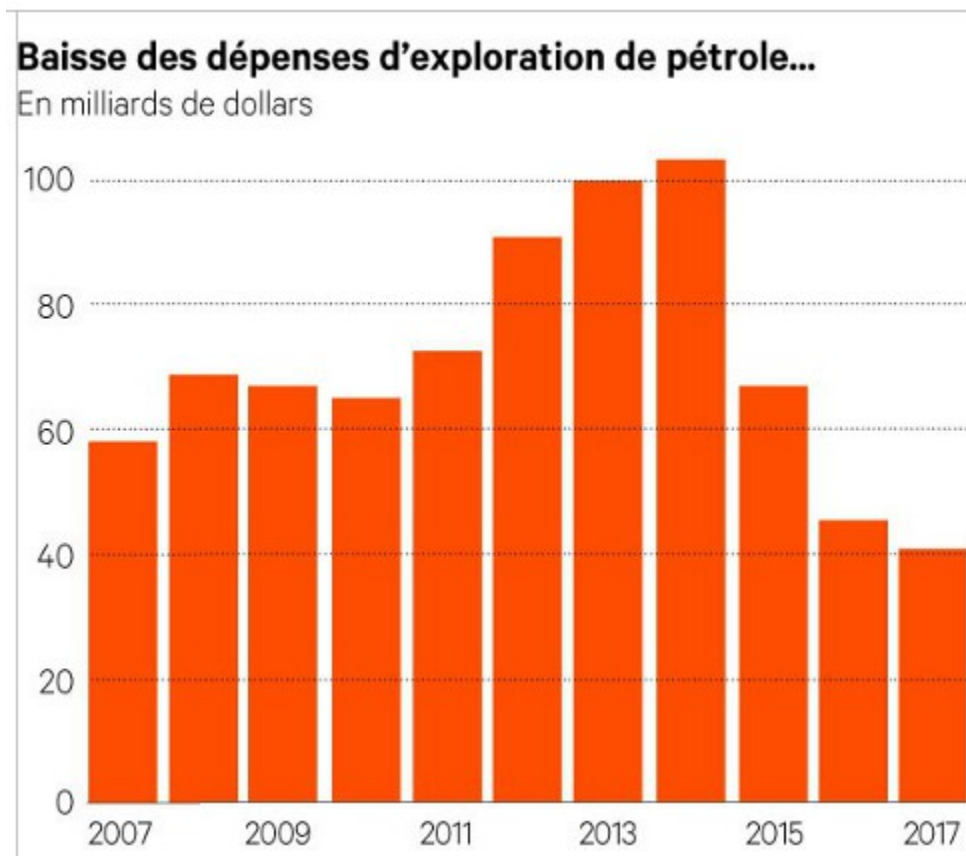


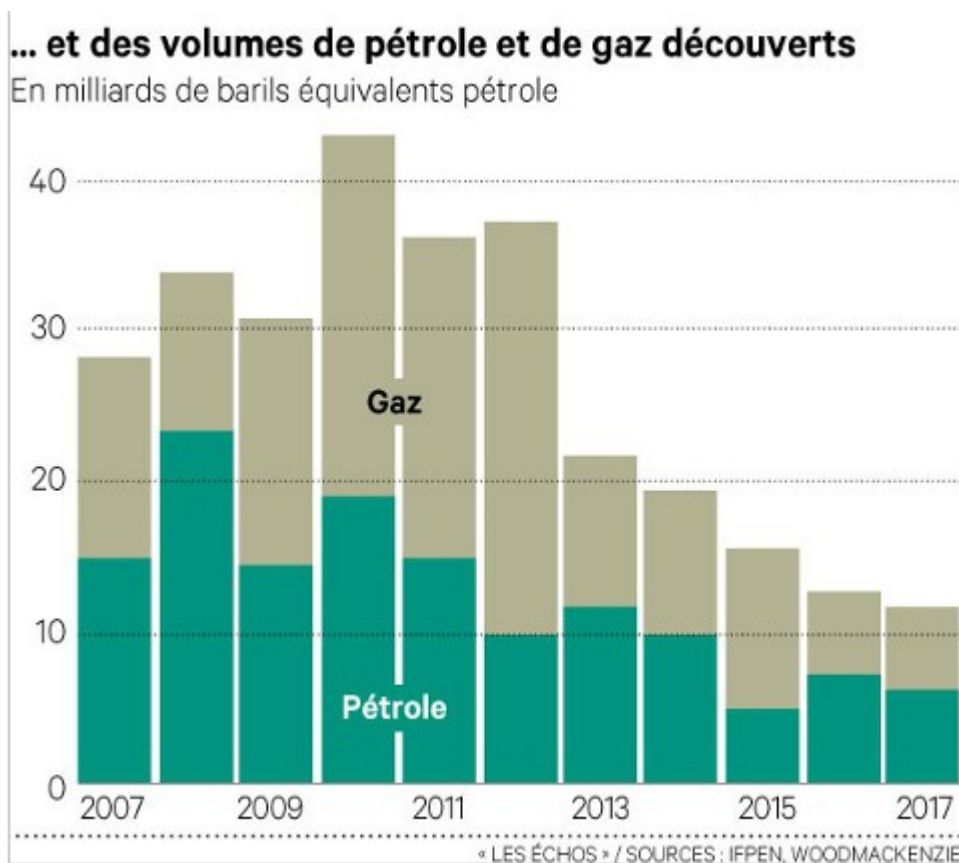
« Les zones explorées sont de plus en plus profondes et complexes d'un point de vue géologique », observe l'IFP Energies nouvelles. - AFP

Les volumes d'hydrocarbures découverts ont chuté de 13 % en 2017 pour atteindre un plus bas depuis les années quatre-vingt-dix. Les dépenses d'exploration des compagnies ont chuté de 60 % en trois ans.

Les découvertes des compagnies pétrolières se réduisent comme peau de chagrin. Seuls 11 milliards de barils équivalent pétrole d'hydrocarbures ont été découverts en 2017, soit 13 % de moins que l'année précédente, selon une estimation de l'IFP Energies nouvelles (IFPEN). Jamais un volume aussi faible n'avait été enregistré depuis les années 1990.

La principale raison, mais ce n'est pas la seule, c'est que les compagnies n'en finissent pas de réduire leurs dépenses d'exploration. Le budget qu'elles y consacrent a encore reculé de 10 % l'an dernier, à 41 milliards de dollars. Soit un plus bas depuis au moins dix ans. Par rapport au pic à 100 milliards atteint en 2014, lorsque le prix du baril dépassait les 100 dollars, les efforts dédiés à la recherche de nouveaux champs ont chuté de 60 %.





Avec le schiste, pas besoin d'explorer

Qu'elles soient nationales ou privées, toutes les sociétés du secteur ont réduit leurs investissements de façon draconienne ces dernières années pour faire face à la chute des cours du brut qui amputait leurs bénéfices. [Les investissements dans leur ensemble ont légèrement rebondi l'an dernier](#) (+4 %), mais pas dans l'exploration, où le reflux s'est poursuivi.

Plutôt que d'investir dans l'exploration, toujours risquée financièrement, beaucoup de compagnies ont pu augmenter leur production grâce au boom du schiste aux Etats-Unis. « *Pour le schiste, pas besoin d'explorer, il suffit de forer !* », observe Sylvain Serbutoviez, auteur de l'étude à l'IFPEN. D'autres ont préféré faire des acquisitions pour augmenter leurs réserves en profitant de la faible valorisation des groupes pétroliers. C'est le cas de [Total qui a repris le danois Maersk Oil l'an dernier](#).

Découvertes de plus en plus petites

Le tour de vis budgétaire des compagnies pétrolières n'explique pas tout, car le reflux des découvertes d'hydrocarbures a démarré dès 2011, bien avant le recul des dépenses d'exploration. Et le nombre de champs repérés s'établit toujours autour de 200 par an, comme les années précédentes.

Les tensions commerciales font chuter les cours

Les cours du pétrole ont lourdement chuté mercredi sur le marché new-yorkais Nymex, le Brent lâchant quasiment 7 %, sa plus forte baisse en une journée depuis près de deux ans et demi, avec l'aggravation des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Les Etats-Unis ont publié mardi soir une liste de produits chinois représentant 200 milliards de dollars (171 milliards d'euros) d'importations américaines que Washington pourrait taxer à 10 % dans deux mois en l'absence d'accord avec Pékin.

Ce qui est nouveau, c'est que la taille des découvertes est de plus en plus petite. Le temps des découvertes de champs géants au large du Brésil (à partir de 2006) ou bien au Mozambique et en Tanzanie (en 2010) est révolu. L'an dernier, la plus importante a été réalisée par le britannique BP, par plus de 2.000 mètres de fond dans les eaux sénégalaises. Il s'agit du champ gazier de Yakaar, dont les capacités sont estimées à 2,6 milliards de barils équivalent pétrole. « *Les zones explorées sont de plus en plus profondes et complexes d'un point de vue géologique* », explique l'IFPEN.

Un demi-siècle de réserves

Avec un peu de recul, la chute des découvertes est à relativiser : « *Les réserves prouvées mondiales de pétrole ont augmenté de 23 % en dix ans* », rappelle l'IFPEN. Elles représentent 52 années de production.

Il n'empêche, au rythme actuel, les découvertes seront largement insuffisantes pour compenser le recul « naturel » de la production, qui est de 3,5 % par an en moyenne dans les champs pétroliers et gaziers en exploitation. Certains tirent la sonnette d'alarme. Le patron de Saudi Aramco, Amin Nasser, estime que le boom du schiste américain ne suffira pas sur le long terme. Les compagnies ont réduit leurs investissements avant tout pour « *répondre aux attentes de leurs actionnaires* », a critiqué le directeur général de la compagnie nationale saoudienne dans une interview au « Financial Times », cette semaine.

Remontée attendue

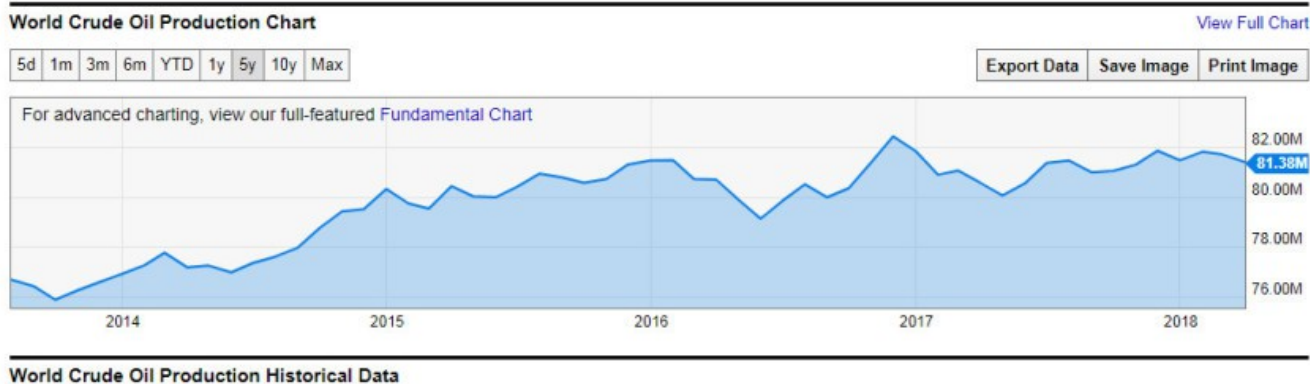
L'année dernière a probablement marqué un point bas. En 2018, les prix des services ont augmenté. « *C'est le signe que l'activité commence à remonter* », estime Sylvain Serbutoviez. Et la hausse des cours - le baril de Brent frôle les 80 dollars -, pourrait inciter les compagnies à relâcher un peu la bride sur leurs investissements.

Pas assez de pétrole ou trop de demande?

Philippe Gauthier 15 juillet 2018

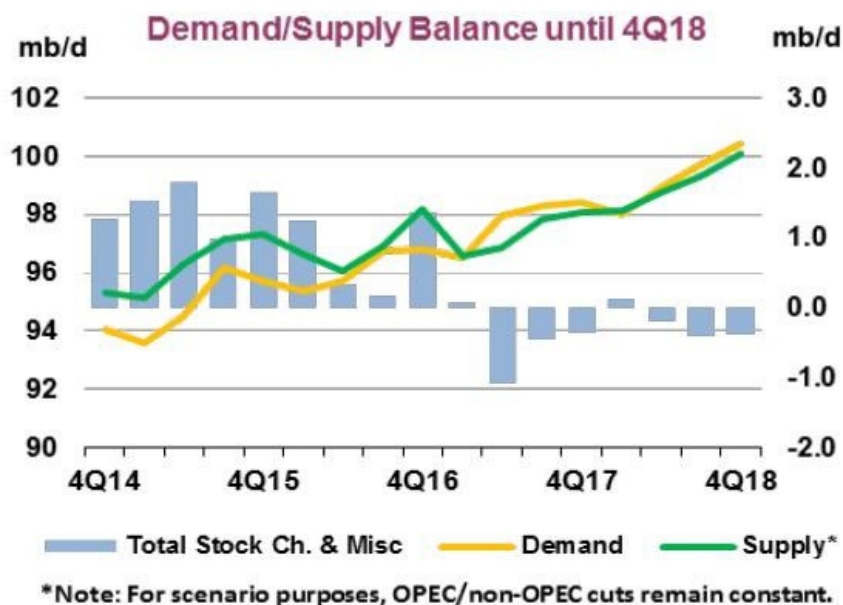
[NYOUZ2DÉS: il y a trop d'informations simplistes et incomplètes dans ce texte. Voir, par exemple, texte surligné en jaune en-dessous de la première photo de l'article précédent. Cet article de Philippe Gauthier est passable, mais il faut le relire plusieurs fois pour comprendre ce qu'il veut dire.]

La récente hausse du prix du pétrole a provoqué toutes sortes de spéculations dans les grands médias. Pour certains, « le pétrole manque » et les prix vont atteindre des sommets inégalés d'ici quelques mois. Quelques-uns y voient même le début du pic pétrolier. Pour d'autres, si l'Arabie et la Russie ouvrent les vannes de leurs énormes réserves, le prix du pétrole ne va pas tarder à s'effondrer. La vérité, comme toujours, se trouve quelques part entre ces positions extrêmes.



Réglons d'abord la question la plus facile. La crise actuelle n'est pas liée à une chute de la production pétrolière. En réalité, la production mondiale de pétrole a augmenté de 1,03 % depuis un an, ce qui est considérable dans le contexte actuel. Les bas prix du pétrole de 2014 à 2016 ont incité l'industrie à sous-investir dans la production et dans la recherche. Mais il ne faut pas exagérer la portée de ces décisions. La production a très peu décliné et la baisse des découvertes a peu d'importance à court terme, parce que les pétrolières disposent toujours d'un portefeuille de gisements non exploités.

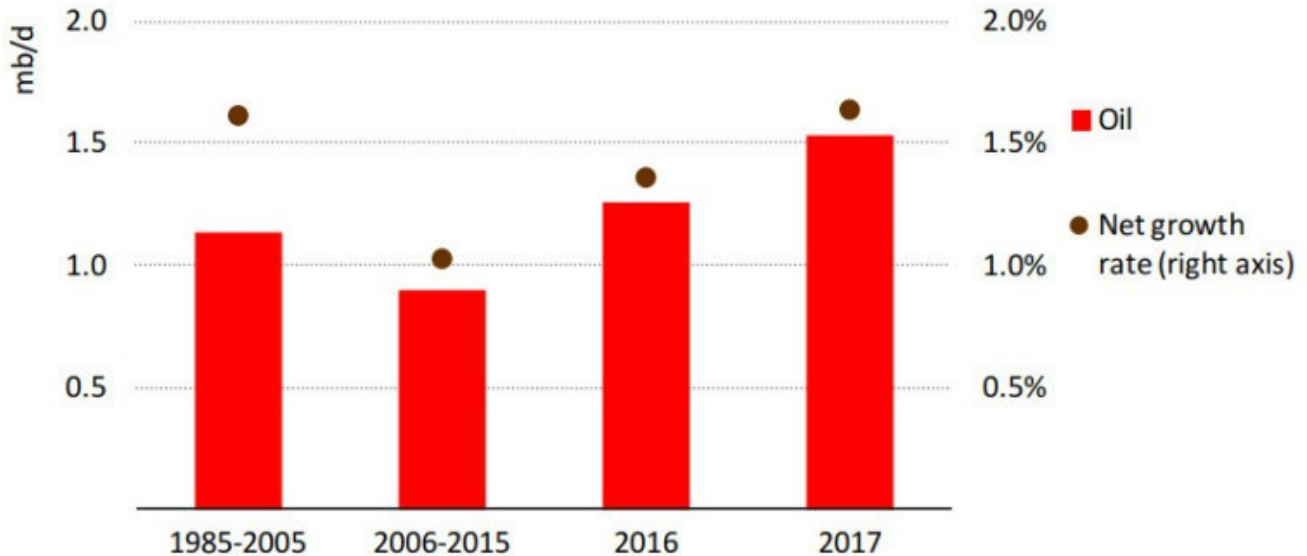
L'amélioration des prix et des perspectives d'avenir en 2017 a permis à l'industrie d'augmenter le niveau de ses investissements. La production a suivi. La courbe de production des dernières années ne reflète donc pas un pic pétrolier avéré, où la production serait absolument limitée par les contraintes géologiques. On doit plutôt parler d'un « plateau oscillant » où les prix, la demande et les difficultés liées à la déplétion croissante de la ressource recherchent laborieusement un point d'équilibre.



Si la production ne diminue pas, d'où vient donc cette perception d'un « manque » de pétrole? Il vient essentiellement d'une demande accrue. Le prix relativement bas du pétrole ces dernières années a incité les individus et les entreprises à augmenter leur consommation et la demande dépasse actuellement la quantité de produits disponible sur le marché. La différence

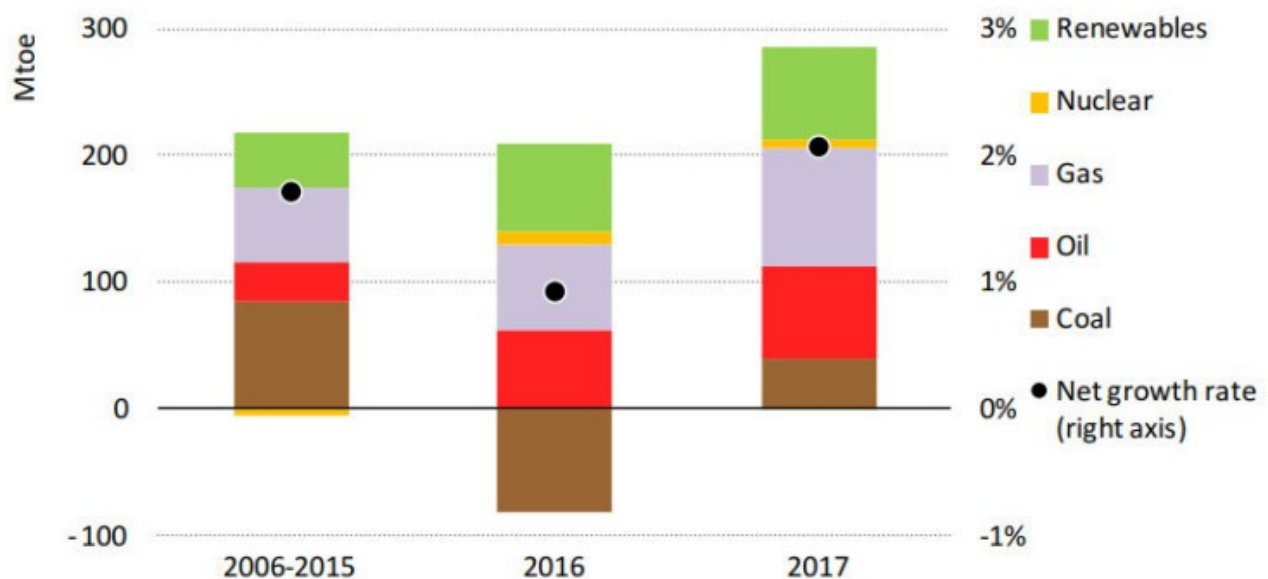
est très modeste – moins de 500 000 barils par jour. On la comble actuellement sans problème en puisant dans les diverses réserves, remplies à craquer en raison des surplus de production d’avant 2017. La pression sur les prix reste donc modérée tant que ces stocks subsistent.

Average annual growth in oil demand



On notera au passage que cette demande accrue survient au terme d’une année 2017 marquée par une forte hausse de la demande en énergie fossile et par un certain piétinement des investissements dans les énergies renouvelables. L’idée selon laquelle les énergies renouvelables vont rendre les carburants fossiles caducs ne se vérifie pas sur le terrain en ce moment.

Average annual growth in energy demand by fuel



L’Arabie et la Russie à la rescousse?

L'Arabie saoudite et la Russie ont convenu au début de l'été de débrider leur production pétrolière dans l'espoir de mieux équilibrer l'offre et la demande. Certains médias mal informés des réalités pétrolières ont même affirmé que tout cet afflux de pétrole provoquerait sous peu un effondrement des cours. Mais en réalité ces deux pays souffrent aussi de déplétion et ont du mal à maintenir leur production. Il est loin d'être certain qu'ils pourront augmenter leur production d'un ou deux millions de barils par jour.

L'Arabie, en particulier, produit actuellement au rythme de 11 millions de barils par jour. Certains analystes pensent que le pays pourrait rapidement augmenter sa production à 12,5 mbj. Mais cette évaluation sommaire ne repose sur aucune évaluation serrée des capacités actuelles de Saudi Aramco, la compagnie nationale saoudienne. Bien que ses activités soient assez opaques, on sait qu'Aramco doit se battre contre plusieurs effets de la déplétion de ses réserves :

- La production décline naturellement au rythme de 6 % par année environ, ce qui signifie qu'il faut augmenter la production de 600 000 à 750 000 nouveaux barils chaque année simplement pour faire du surplace.
- Les grands champs pétroliers historiques, comme Ghawar, sont frappés par la corrosion des équipements, la contamination biologique et l'abus d'injection d'eau de mer, ce qui tend à faire plafonner leur production.
- Le développement de la production saoudienne repose de plus en plus sur de longs et coûteux projets offshore, dans le golfe Persique et en mer Rouge.

Une évaluation plus serrée fixe donc la capacité de réserve de l'Arabie à environ 600 000 barils par jour.

La Russie s'est également engagée à augmenter sa production, mais il faut voir si elle y parviendra. Sa production était de 11,1 mbj au début de juin 2018, contre 11,2 mbj en novembre 2016. On croit que ses réserves rapidement mobilisables sont de l'ordre de 120 000 à 150 000 barils par jour. Au-delà de ces niveaux, l'augmentation de la production prendra du temps.

En somme, il y a trois points à retenir :

- La production pétrolière continue d'augmenter, bien que lentement. Le pic pétrolier n'est pas encore atteint.
- La demande pour le pétrole augmente plus vite que l'offre, en dépit des progrès de la transition énergétique et de l'obsolescence des carburants fossiles.
- En raison du niveau actuel de déplétion pétrolière, l'industrie aura du mal à augmenter rapidement sa production pour répondre à la forte croissance de la demande.

Sources :

- [Can Saudi Arabia prevent the next oil shock?](#)
- [The Saudis won't prevent the next oil shock](#)

Les climatologues se sont trompés : la planète se réchauffe deux fois plus vite que prévu.

Alexandre Aget 5 Juillet 2018 , up-magazine.info



Une équipe internationale de 59 scientifiques de 17 nations vient de publier un rapport dans la revue *Nature Geosciences*. Leur constat est terrible : le réchauffement de la planète pourrait être le double de ce que prédisent les modèles climatiques. Ce sont des mécanismes d'amplification, mal représentés dans les modèles, qui augmentent le réchauffement et ses effets sur la planète. Au programme : augmentation de 6 mètres du niveau des océans, verdissement du Sahara, assèchement et brûlage des zones méditerranéennes, transformation des zones tropicales en savanes arides... Entre autres.

Les résultats publiés la semaine dernière dans *Nature Geoscience* sont basés sur des données d'observation de trois périodes chaudes au cours des 3,5 millions d'années passées, lorsque le monde était 0,5°C-2°C plus chaud que les températures préindustrielles du XIXe siècle. Pour obtenir leurs résultats, les chercheurs ont examiné trois des périodes chaudes les mieux documentées, le maximum thermique de l'Holocène (il y a 5000-9000 ans), le dernier âge interglaciaire (il y a 129 000-116 000 ans) et la période chaude du milieu du Pliocène (il y a 3,3-3 millions d'années).

Le réchauffement des deux premières périodes a été causé par des changements prévisibles dans l'orbite de la Terre, tandis que l'événement du milieu du Pliocène était le résultat de concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone qui étaient de 350 à 450 ppm - à peu près les mêmes qu'aujourd'hui.

En combinant un large éventail de mesures à partir de carottes de glace, de couches de sédiments, d'enregistrements fossiles, de datations à l'aide d'isotopes atomiques et d'une foule d'autres méthodes paléoclimatiques établies, les chercheurs ont reconstitué l'impact de ces changements climatiques.

Combinées, ces périodes montrent clairement comment une Terre plus chaude apparaîtrait une fois que le climat se serait stabilisé. Le problème c'est qu'aujourd'hui, notre planète se réchauffe beaucoup plus rapidement que n'importe laquelle de ces périodes, car les émissions de dioxyde de carbone d'origine humaine continuent d'augmenter. Même si nos émissions cessaient aujourd'hui, il faudrait des siècles à des millénaires pour atteindre l'équilibre.

Changement planétaire profond

Les changements sur la Terre dans ces conditions passées ont été profonds - il y a eu un recul substantiel des calottes glaciaires de l'Antarctique et du Groenland et, par conséquent, le niveau de la mer a augmenté d'au moins six mètres ; les chaînes de plancton marin ont modifié la

réorganisation de l'ensemble des écosystèmes marins ; le Sahara est devenu plus vert et les espèces forestières se sont déplacées de 200 km vers les pôles, comme la toundra ; les espèces de haute altitude ont diminué, les forêts tropicales tempérées ont été réduites et, dans les zones méditerranéennes, les paysages à la végétation dévastée par le feu ont dominé.

Les données recueillies dans le passé suggèrent que même avec un réchauffement planétaire limité à 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels, comme le prévoit l'Accord de Paris, les zones climatiques et les écosystèmes vont se déplacer, un réchauffement polaire rapide peut libérer des gaz à effet de serre supplémentaires, et le niveau de la mer va s'élever de plusieurs mètres. Ces observations montrent que de nombreux modèles climatiques actuels conçus pour prévoir les changements au cours de ce siècle sous-estiment les changements à plus long terme.

« *Même avec seulement 2°C de réchauffement - et potentiellement seulement 1,5°C - les impacts significatifs sur le système terrestre sont profonds* », a déclaré le professeur Alan Mix, co-auteur de l'Université d'État de l'Oregon.

Migration des écosystèmes

Les écosystèmes et les zones climatiques se déplaceront généralement vers les pôles ou vers des altitudes plus élevées. C'est déjà le cas avec le constat que font les scientifiques d'espèces végétales qui fuient en nombre les zones chaudes pour migrer vers des altitudes ou latitudes plus élevées.

En réaction, le dégel du pergélisol peut libérer davantage de dioxyde de carbone et de méthane dans l'atmosphère, ce qui entraîne un réchauffement supplémentaire. Les observations passées suggèrent que si le réchauffement peut être limité à un maximum de 2 degrés Celsius comme le proposent les accords de Paris, le risque de rétroaction catastrophique des gaz à effet de serre est relativement faible. Néanmoins, la quantité importante de dioxyde de carbone supplémentaire libérée par le pergélisol et les sols doit être prise en compte dans les futurs budgets d'émissions.

« *La comptabilisation des émissions supplémentaires de CO2 laisse encore moins de marge d'erreur dans la mesure où l'humanité cherche à réduire ses émissions de CO2 et à stabiliser le climat mondial dans des limites raisonnables* », a déclaré Hubertus Fischer, de l'Université de Berne.

Il n'en demeure pas moins qu'un réchauffement de 1,5 à 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels sera suffisant pour déclencher une fonte substantielle à long terme de la glace au Groenland et en Antarctique et une élévation du niveau de la mer de plus de 6 mètres. Des taux d'élévation du niveau de la mer plus élevés que ceux des dernières décennies sont probables. Le professeur Alan Mix a souligné l'importance de cette élévation du niveau de la mer en déclarant : « *Nous commençons déjà à voir les effets de l'élévation du niveau de la mer. Cette hausse pourrait devenir imparable pendant des millénaires, ayant un impact sur une grande partie de la population mondiale, de l'infrastructure et de l'activité économique qui se trouve à proximité du littoral* ».

Sous-estimation

Pourtant, ces changements importants observés sont généralement sous-estimés dans les projections des modèles climatiques qui se concentrent sur le court terme. Par rapport à ces

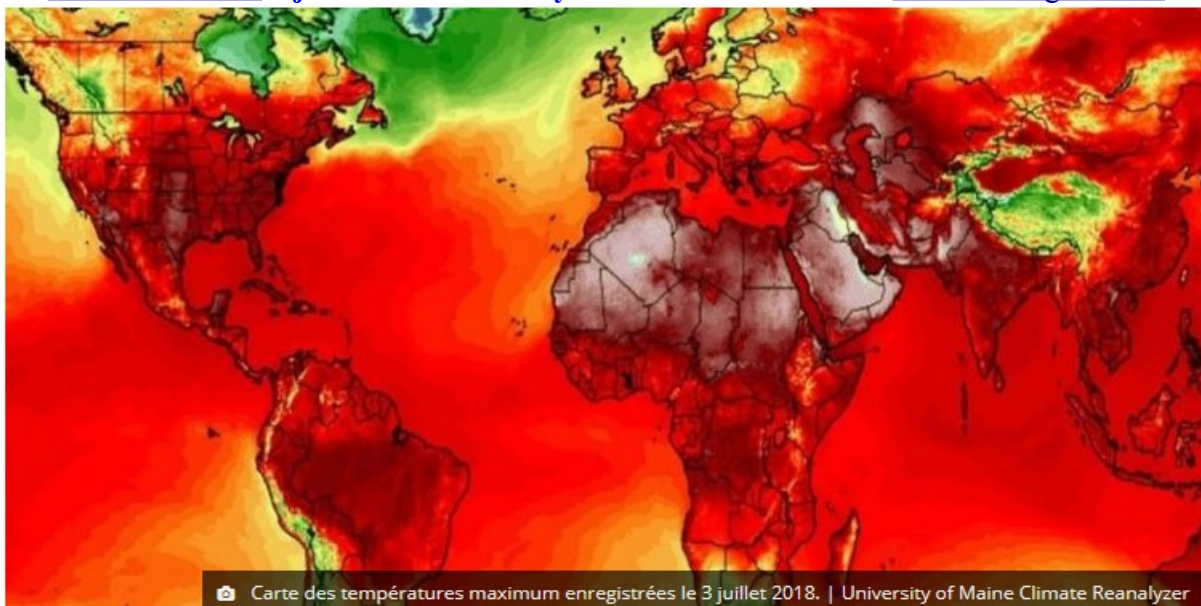
observations passées, les modèles climatiques semblent sous-estimer le réchauffement à long terme et l'amplification de la chaleur dans les régions polaires. « *Les modèles climatiques semblent être dignes de confiance pour les petits changements, comme les scénarios de faibles émissions sur de courtes périodes, disons au cours des prochaines décennies jusqu'en 2100. Mais à mesure que le changement s'amplifie ou devient plus persistant, soit parce que les émissions sont plus élevées, par exemple dans le scénario du statu quo, soit parce que nous sommes intéressés par la réponse à long terme d'un scénario à faibles émissions, il semble qu'ils sous-estiment le changement climatique* », a déclaré le professeur Katrin Meissner, co-auteur et directeur du Centre de recherche sur le changement climatique de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud.

Selon les chercheurs, ces informations du passé soulignent l'urgence de réduire les émissions de dioxyde de carbone afin de respecter les Accords de Paris au cours de ce siècle et au-delà. Les auteurs alertent : « *Cette recherche est un puissant appel à l'action. Elle nous dit que si les dirigeants d'aujourd'hui ne s'attaquent pas d'urgence à nos émissions, le réchauffement climatique apportera des changements profonds à notre planète et à notre mode de vie - pas seulement pour ce siècle, mais bien au-delà* ».

Les chercheurs ne peuvent donner un calendrier du changement en cours et de la catastrophe à venir. Mais chacun d'entre nous peut observer, à sa mesure, que les changements s'installent dans notre quotidien, qu'ils s'accélèrent et que nombre d'événements inhabituels (canicules, inondations, tempêtes, sécheresses, incendies...) deviennent de plus en plus routiniers. Le changement climatique est installé, et semble-t-il pour longtemps. Revenir à une situation antérieure semble illusoire. Contenir les dégâts et chercher à nous adapter est de l'ordre du possible. Est-ce de l'ordre du probable ?

Vague de chaleur : les températures atteignent des records dans de nombreux endroits du monde

[Thomas Boisson](#) 7 juillet 2018 [TrustmyScience.com](#) Source : [The Washington Post](#)



Depuis ces dernières semaines, l'hémisphère Nord subit une intense vague de chaleur conduisant à des records de températures jamais atteints jusqu'à présent. Non seulement une telle situation pose un problème environnemental touchant l'agriculture et l'accès à l'eau, mais en outre elle constitue une sérieuse préoccupation de santé publique.

Depuis les climats doux d'Irlande, d'Écosse et du Canada jusqu'au Moyen-Orient brûlant, de nombreux endroits dans l'hémisphère Nord ont été témoins du temps le plus chaud jamais enregistré au cours de la dernière semaine.

De grandes zones de chaleur ou des dômes de chaleur dispersés autour de l'hémisphère ont conduit à des températures étouffantes. Selon la Canadian Broadcasting Corporation, la chaleur est responsable de **33 morts dans le sud du Québec**, dont les températures ont atteint des records.

Dans le nord de la Sibérie, le long de la côte de l'océan Arctique — où les observations météorologiques sont rares — des modélisations ont montré que les températures atteignaient **4.5 °C au-dessus de la normale** le 5 juillet, pour atteindre ainsi des températures de plus de 32°C. « *C'est absolument incroyable, et vraiment l'une des vagues de chaleur les plus intenses que j'ai vu aussi loin au nord* » explique le météorologue Nick Humphrey. Aucune des ces hautes températures, prises isolément, ne peut être attribuée au réchauffement climatique. Mais collectivement, elles correspondent aux extrêmes que l'on peut s'attendre à observer avec l'augmentation du réchauffement global.

En Amérique du Nord

Un dôme de chaleur massif et intense a impacté les deux tiers est des États-Unis et du sud-est du Canada depuis la fin de la semaine dernière. La zone n'est pas seulement chaude mais aussi exceptionnellement humide :

- Denver a atteint son plus haut record de température jamais enregistré, soit 40.5 °C le 28 juin
- Le Mont Washington a atteint sa température inférieure la plus chaude jamais enregistrée, soit 15.5 °C le 2 juillet
- Burlington a atteint sa température inférieure la plus chaude jamais enregistrée, soit 26.6 °C le 2 juillet
- Montréal a atteint sa température la plus chaude jamais enregistrée, soit 36.6 °C le 2 juillet
- Ottawa a atteint ses température et humidité nocturnes les plus hautes jamais enregistrées, le 1er juillet

En Europe

La chaleur excessive a incendié les îles britanniques la semaine dernière. La chaleur étouffante a fait flamber les routes et les toits, selon le Weather Channel :

- L'Écosse a atteint son plus haut niveau de température jamais enregistré, soit 33.2 °C à Motherwell le 28 juin ; et 31.9 °C à Glasgow
- L'Irlande a atteint son plus haut niveau de température jamais enregistré, soit 32 °C à Shannon le 28 juin

- De même pour l'Irlande du Nord avec 29.5 °C à Belfast et 30.1 °C à Castleterragh



La température à Glasgow est montée si haut que le toit du Centre des Sciences a fondu à certains endroits. Crédits : BBC Scotland News

En Eurasie

Un grand dôme de haute pression, ou dôme de chaleur, a persisté au sommet de l'Eurasie au cours de la dernière semaine, résultant en un temps extraordinairement chaud :

- La Géorgie a atteint sa plus haute température jamais enregistrée, soit 40.5 °C à Tbilisi le 4 juillet
- L'Arménie a atteint son plus haut niveau de température jamais enregistré, soit 42 °C à Yerevan en juillet
- Plusieurs régions de Russie ont atteint leur température la plus haute du mois de juin

Au Moyen-Orient

L'Oman a atteint sa température inférieure la plus chaude jamais enregistrée, soit 42.6 °C à Quriyat le 28 juin

Autres records

Ces derniers records de température s'ajoutent à la longue liste déjà existante de records enregistrés sur les 15 derniers mois, témoignant d'une planète devenant de plus en plus chaude à cause de l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre, due aux activités humaines :

- Le Pakistan a atteint le plus haut record terrestre de température jamais enregistrée en avril, soit 50.2 °C
- En juillet 2017, l'Espagne a atteint sa température la plus haute jamais enregistrée, soit 47 °C

- Dallas n'avait jamais atteint 32 °C en novembre auparavant, mais ce fut le cas trois fois en quatre jours en 2017
- En octobre 2017, les températures ont atteint 42 °C en Californie du Sud, le record de température le plus haut si tard dans la saison, dans l'ensemble des États-Unis
- En septembre 2017, San Francisco a atteint sa température la plus haute jamais enregistrée, soit 40 °C
- En juin 2017, l'Iran a atteint sa température la plus haute jamais enregistrée, soit 53.7 °C à Ahvaz
- En mai 2017, le Pakistan a atteint sa température la plus haute jamais enregistrée et le record terrestre de la plus haute température en mai, soit 53.5 °C à Ahvaz

Démographie

Vers une planète à 11 milliards d'humains

[Guillaume Duval 12/07/2018 alternatives-economiques.fr/](#)

[NYOUZ2DÉS: cet article est très faible. Méfiez-vous de ce genre d'article non crédible écrit par un journaliste professionnel.]

Nous vivons une époque tout à fait exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité : quand l'auteur de ces lignes est né, il y a soixante et un ans, 2,9 milliards d'êtres humains « seulement » peuplaient la Terre. Aujourd'hui, nous sommes 7,6 milliards, 2,6 fois plus... Une hausse inégalée en un temps si court.

Des vies plus longues

La population humaine a en effet oscillé entre 200 et 400 millions d'individus depuis le début de notre ère jusqu'au XVI^e siècle, selon les estimations du projet HYDE de la Netherlands Environmental Assessment Agency. Elle n'a fini par dépasser le milliard qu'au seuil du XIX^e siècle. Depuis, la croissance démographique n'a cessé de s'accélérer. C'est le résultat, tout d'abord, d'un recul rapide de la mortalité des jeunes enfants : en France, le taux de mortalité infantile¹, qui était de l'ordre de 30 % au XVIII^e siècle, est tombé à 0,35 % du fait des progrès de la médecine et des conditions d'accès à celle-ci, ainsi que de l'amélioration des conditions d'hygiène, avec notamment l'eau courante et le traitement des eaux usées. Ce mouvement, qui a d'abord touché les pays industrialisés, se poursuit dans les pays du Sud, en dépit des difficultés qu'ils rencontrent : à l'échelle mondiale, le taux de mortalité infantile, qui était encore de 6,5 % en 1990, a reculé à 3 % en 2016, une division par deux en un quart de siècle.

**50 ans de lutte contre le réchauffement climatique :
l'urgence est là mais l'espoir aussi**

[Jean Jouzel July 10, 2018 The Conversation.fr](#)



Les énergies renouvelables : une des clés de la lutte contre le changement climatique.

[Karsten Wurth Inf/Unsplash](#), [CC BY-SA](#)

[NYOUZ2DÉS: lorsque je vois des images comme celle-ci en début d'article je mord. Malgré le respect que je peux avoir pour le travail Jean Jouzel cet article est non crédible. Pire: Jean Jouzel induit les gens en erreur avec ses solutions bidons. C'est inacceptable.]

Cet article est publié dans le cadre du [EuroScience Open Festival \(ESOF\)](#), dont [The Conversation France](#) est partenaire.

Cela fait 50 ans que je suis climatologue, j'ai commencé ma thèse en 1968 sur la formation des grêlons puis me suis intéressé à l'évolution passée du climat à partir des glaces polaires. La prise de conscience du réchauffement climatique ce sont les années 1970 et les années 1980. En particulier, les modélisations du climat montraient que si on doublait les quantités de gaz carbonique dans l'atmosphère (le premier gaz à effet de serre dû à l'activité humaine) on pourrait avoir des réchauffements très importants au milieu du XXI^e siècle. Malheureusement ça reste tout à fait vérifié et avec des conséquences importantes.

Une histoire de conférences

Les scientifiques ont alerté les décideurs politiques : il va y avoir un changement majeur climatique si on ne change pas de mode de développement. La décision a été de créer le [GIEC](#) (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) en 1988.

La mission du GIEC n'est pas de faire des recommandations aux décideurs politiques mais de poser un diagnostic scientifique : [trois grands rapports](#) sont publiés à intervalles réguliers tous les cinq à six ans à propos des causes, des impacts et de l'adaptation et des solutions. Les prochains seront disponibles entre 2021 et 2022.

L'espoir des scientifiques est que les décideurs politiques tiennent compte de ces diagnostics et cela s'est plutôt bien passé pour l'instant. En 1990 a été publié le [premier rapport du GIEC](#), et

en 1992, s'est tenu le premier sommet de la Terre de Rio où les décideurs politiques mettent en place trois conventions : sur le climat, la biodiversité et la désertification.

En 1997 c'est le protocole de Kyoto : il faut stabiliser l'effet de serre pour limiter le chauffage de la planète. Pour le gaz carbonique, on en émet beaucoup plus que la végétation et l'océan ne sont capables d'absorber. Donc pour stabiliser l'effet de serre, il faut diminuer les émissions : c'était l'objectif de Kyoto. Cette conférence fut en partie un échec à cause de la non-ratification par les États-Unis.

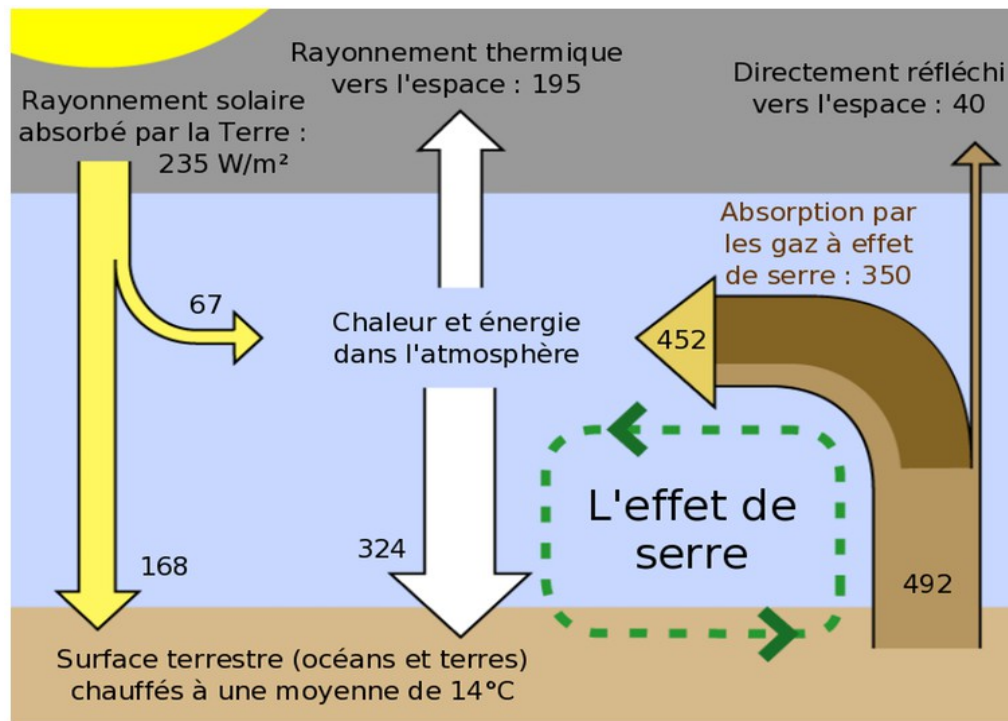


Schéma du principe de l'effet de serre. [Robert A. Rohde/Wikipedia](#), CC BY

La deuxième conférence majeure s'est tenue en 2009 à Copenhague : l'idée était de prolonger le protocole de Kyoto : *a posteriori* on peut la voir comme un échec car les émissions de gaz à effet de serre ont continué à augmenter alors que si on voulait vraiment limiter le réchauffement climatique il faudrait diminuer.

La troisième conférence qui a fait date est la [COP 21 à Paris](#) : les politiques du monde entier se réunissent et cela fonctionne bien puisque l'accord signé s'est appuyé de façon très claire sur le [cinquième rapport du GIEC](#) publié en 2013 et 2014.

On est rentré pour la première fois dans un objectif chiffré : une limitation du réchauffement global de 2°C par rapport à la période pré industrielle voire $1,5^\circ\text{C}$. 2°C c'est simplement 1°C de plus par rapport aux cinq dernières années : les années les plus chaudes de cette période industrielle.

On estime que si on limite à 2°C , l'humain pourra s'y adapter : au moins pour l'essentiel. Le problème est que l'on est encore loin de cet objectif, même sans parler du retrait des États-Unis de cet accord, les prévisions actuelles tablent plutôt sur un réchauffement de 3 à $3,5^\circ\text{C}$ à la fin du siècle.

Quelles sont les solutions ?

Ce qu'il faudrait vraiment c'est augmenter l'ambition de l'accord de Paris. Tant que Barack Obama était au pouvoir, une dynamique vertueuse était en place, quasiment tous les pays avaient signés. Le retrait annoncé des États-Unis, c'est la douche froide, pas simplement pour ce pays mais aussi à cause de l'effet d'entraînement qu'il pourrait engendrer.

Rester en dessous de 2°C, c'est un véritable défi : on n'a plus le droit qu'à une vingtaine d'années d'utilisation des carburants fossiles au rythme actuel. Le pic d'émission devrait être en 2020 : au plus tard cela implique un changement complet du mode de développement pour aller rapidement vers une société sobre en carbone.

Si on ne le fait pas, les jeunes d'aujourd'hui – on ne parle même pas des générations futures – auront à faire face à la fin de ce siècle à des conséquences importantes.

En France, la [loi sur la transition énergétique](#) va dans le bon sens.

Ses objectifs sont en accord avec ceux de l'accord de Paris : diviser par quatre nos émissions à horizon 2050, et même atteindre la neutralité carbone en 2050 selon Nicolas Hulot.

Donc, pour l'objectif général, c'est parfait. Mais ceux pour 2020 ne seront pas respectés. Il faudrait que les émissions diminuent de 3 % par an. Or entre 2016 et 2017, elles ont augmenté de 3 % !

Chacun a un rôle à jouer dans cette transition

Il faut dorénavant de la sobriété dans nos modes de vie et de consommation. Tout le monde a un rôle : les États doivent mettre en place des accords ambitieux et des outils pour que cela se traduise par des faits. Les régions et les collectivités ont également un devoir essentiel à assurer dans les transports et les infrastructures.

Les entreprises doivent être au premier plan. Elles doivent créer des emplois. La transition énergétique selon l'[ADEME](#) (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) ce serait 600 000 emplois créés.

Donc tout cela reste techniquement possible et économiquement viable.

Cette transition est enthousiasmante puisqu'elle est synonyme de recherche, d'innovativité dans tous les domaines. Il ne faut surtout pas donner l'impression qu'abandonner les combustibles fossiles ce serait la fin du monde en termes de développement ou de qualité de vie.

Depuis une dizaine d'années les coûts de l'énergie solaire ou éolienne ont énormément diminué. On est passé en 15 ans de l'utopie à des choses réalisables. Les progrès technologiques vont continuer.

Pourquoi participer à l'ESOF ?

L'ESOF un forum où des scientifiques de tous les domaines seront présents. Il faut sensibiliser la communauté scientifique au sens large aux enjeux du climat. Il y a des pays où le scepticisme est important, donc nous essayons de leur faire passer le message. C'est bien de ne pas s'adresser qu'aux climatologues.

L'ONU se penche sur la question du lien entre changement climatique et risques de conflits

LE MONDE | 12.07.2018 Par Marie Bourreau (New York, Nations unies, correspondante)

Le Conseil de sécurité reconnaît son retard dans la prise en compte de cet enjeu majeur pour la sécurité mondiale.



Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à New York. DON EMMERT / AFP

Un monde plus chaud est un monde potentiellement plus conflictuel. C'est le constat dressé par le Conseil de sécurité de l'ONU, mercredi 11 juillet, qui a tenu, pour la première fois depuis sept ans, un débat sur le lien de causalité entre le changement climatique et les risques de survenue ou d'aggravation des conflits.

L'organisation a pris acte de son retard dans la prise en compte de cet enjeu majeur pour la sécurité mondiale – alors que la tendance actuelle est à une augmentation des températures de 4 degrés d'ici à 2100 – sans pour autant [adopter](#) de mesures concrètes pour y [remédier](#).

Car le sujet, qualifié de « sensible », est loin de [faire](#) l'unanimité au sein des Etats membres, notamment auprès de la Russie, la Chine et l'Ethiopie qui considèrent qu'il ne devrait pas [être](#) à l'agenda du Conseil de sécurité, faute d'expertises concluantes sur ces liens de corrélation. Au contraire, la Suède, qui en assure la présidence pour le mois de juillet, estime que « *cette menace ne peut plus être ignorée* ».

Il suffit de « *superposer une carte de l'arc des conflits du Sahel à l'Afghanistan aux données sur les vagues de chaleur pour mieux [comprendre](#) l'enjeu* », explique un diplomate qui voudrait [voir](#) l'ONU [jouer](#) un rôle de « lanceur d'alertes ».

« La disparition des ressources naturelles entraîne des conflits locaux qui deviennent nationaux puis régionaux », explique Hindou Ibrahim, représentante de l'International Indigenous Peoples Forum on Climate Change

« *Le changement climatique est lié aux enjeux sécuritaires les plus pressants de notre époque.*

Aucun pays ne sera épargné », a reconnu la vice-secrétaire générale, Amina Mohamed, de retour d'un voyage dans la région du Sahel où elle a pu [mesurer](#) les effets des hausses des températures : « *Déplacement forcé des populations locales, perte des moyens de subsistance, risques alimentaires accrus, marginalisation socio-économique et affaiblissement des institutions publiques qui agissent comme démultiplicateurs de la menace* », a-t-elle détaillé.

De nombreux Etats avaient d'ailleurs fait le déplacement à New York pour [souligner](#) que si les événements climatiques extrêmes sont les plus visibles, d'autres phénomènes plus lents comme la sécheresse, la salinisation des sols ou la montée des eaux contribuent à [générer](#) ou [raviver](#) des tensions sur des sociétés déjà fragilisées.

Cette vulnérabilité des populations face à la hausse des températures a été incarnée avec force par Hindou Ibrahim, membre de la communauté peule au Tchad et représentante de l'ONG International Indigenous Peoples Forum on Climate Change (IIFPCC). « *Plus de 80 % des communautés au Sahel sont dépendantes de l'environnement. La disparition des ressources naturelles entraîne des conflits locaux qui deviennent nationaux puis régionaux. C'est un terreau fertile pour le terrorisme* », a-t-elle assené aux diplomates en leur demandant de « *redonner de l'espoir* » aux communautés locales, pas uniquement pour leur [permettre](#) de « *survivre* » mais de « *vivre* ».

Le ministre chargé des ressources en eau d'Irak, le Dr Hassan Janabi, dont 90 % du territoire est menacé par la désertification, a pris l'exemple du bassin du Tigre et de l'Euphrate qui ont perdu 50 % de leur volume en vingt ans. Ce stress hydrique a privé la vallée de 15 % de sa surface cultivable, poussant le gouvernement à [interdire](#) la culture du riz et du maïs.

Demande d'une « réponse vigoureuse »

Pour mieux [appréhender](#) « *cette nouvelle réalité* » des conflits contemporains, une majorité des Etats membres a demandé au secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, de [mettre](#) en place un rapport annuel détaillant les risques liés au changement climatique dans les zones de conflits mais aussi dans les régions stables. L'ambassadeur français, François Delattre, a soutenu l'idée d'une « *diplomatie multilatérale du XXI^e siècle qui intègre pleinement les impacts du changement climatique dans une démarche de prévention des conflits* ».

M. Guterres pourra s'appuyer sur l'ensemble des agences de l'ONU ayant une expertise sur le sujet (FAO pour l'agriculture, PNUE pour l'environnement, CCNUCC pour le changement climatique et le GIEC pour le climat) dont la coordination est encore trop limitée.

Baron Waqa, le président de la République de Nauru, petite île du Pacifique de 21 kilomètres carrés, a plaidé pour « *une réponse vigoureuse* » et suggéré la création d'un poste de représentant spécial pour le climat et le risque sécuritaire. Car « *malgré l'accord de Paris, la situation va [continuer](#) à se [dégrader](#) à une ampleur qui dépasse tout ce qu'il s'est produit jusqu'à présent* », a-t-il prédit.

[Bangalore, histoire d'une ville au bord de la faillite écologique](#)

Sébastien Daycard-Heid, Le Temps.ch 13 juillet 2018

Bangalore, la Silicon Valley indienne, est confrontée à de graves pénuries d'eau. Depuis vingt ans, la ville vit sous perfusion grâce à ses nappes phréatiques dont l'épuisement est prévu en 2025. Reportage dans une ville au bord de la faillite écologique

Avec leurs alignements de résidences immobilières sécurisées à la végétation luxuriante et aux noms évocateurs – *Strawberry Fields, Tuscany, Bellevue, Napa Valley* ou *Dream Acres* –, les rives des lacs Bellandur et Varthur dans l'est de Bangalore ressemblent à première vue à un rêve pour classes moyennes, vendu sur papier glacé à des familles et des retraités. Mais la réalité est moins séduisante.

Gigantesque égout à ciel ouvert qui collecte 60% des eaux sales de la mégapole, Bellandur est devenu au fil des années un cloaque nauséabond. Désormais, quand le courant qui alimente le lac s'intensifie, une mousse blanche se forme à la surface des flots gorgés de détergents. Les jacinthes d'eau prolifèrent, entraînant la mortalité des poissons et la formation de méthane qui souvent même enflamme le lac de manière très spectaculaire. «Je fais appel à un camion-citerne pour l'eau domestique et je dois rester chez moi à cause de l'odeur, s'emporte Richard, un résident. L'eau du robinet est tellement chlorée qu'elle en devient imbuvable. Après six mois passés ici, je vais bientôt déménager.»

Quand j'étais petit, nous buvions cette eau, je nageais dans le lac et j'allais pêcher ici après l'école.

Un habitant de Bangalore

Cette mousse blanche n'est qu'un exemple parmi d'autres du mal tragique qui frappe Bangalore: l'eau douce est devenue une denrée rare et chère, et la ville est au bord de la faillite écologique. Pendant des siècles, la cité fut pourtant verte et luxuriante. Mais des 600 lacs creusés par Kempe Gowda, le maharadjah de Mysore, afin de retenir les eaux de pluie, seuls 60 subsistent aujourd'hui.

Dévorée par sa folle croissance

M.A. Khan est le proviseur d'une école située en aval. Il se souvient: «Quand j'étais petit, nous buvions cette eau, je nageais dans le lac et j'allais pêcher ici après l'école. Puis la population de Bangalore a considérablement augmenté, les constructions se sont multipliées dans les plaines de l'est. Tout ce développement s'est fait sans se préoccuper des infrastructures comme les canalisations ou les égouts.»

Bangalore et ses 12 millions d'habitants est aujourd'hui la troisième mégapole du pays, après Delhi et Bombay. Avec le boom des nouvelles technologies, cette Silicon Valley indienne a crû de manière spectaculaire. La population double tous les dix ans. L'activité économique, notamment les secteurs informatique et aérospatial, pèse 10% du PIB indien, drainant des flots de travailleurs venus s'installer en périphérie, dans des résidences pour les plus riches, dans les bidonvilles pour les plus pauvres.

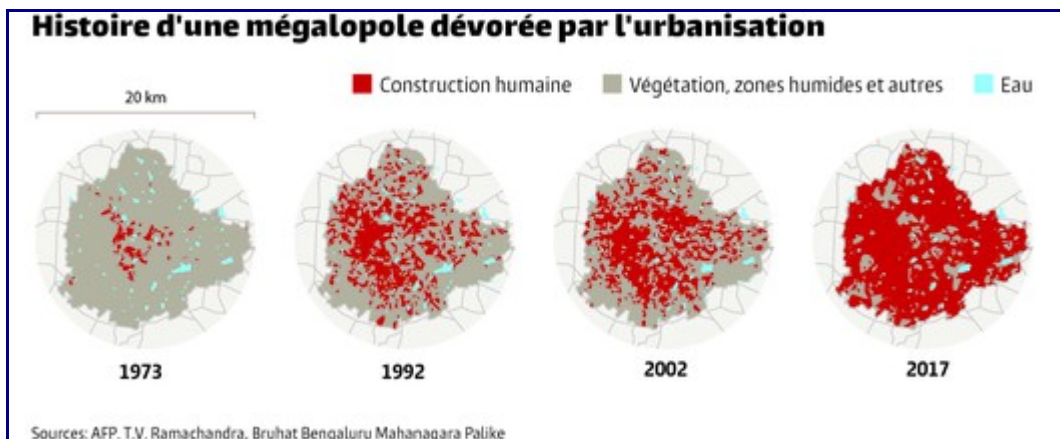


Complexe immobilier luxueux de Bangalore dont les piscines sont alimentées avec l'eau de la nappe phréatique. Laurent Weyl

Dévorée par cette folle croissance, Bangalore a pris trente ans de retard dans la gestion de ses eaux usées. «Il n'y a que deux stations d'épuration pour traiter 130 millions de litres par jour, explique le proviseur. Alors que le lac Bellandur reçoit chaque jour 500 millions de litres d'eaux usées contre 200 millions de litres en 1988. Les riverains souffrent de la prolifération des moustiques qui apportent la fièvre, la dengue et la malaria, ou d'infections cutanées.»

Forages sauvages

V. Balasubramanian, ancien secrétaire général adjoint de l'Etat du Karnataka, fut le premier lanceur d'alerte. «La cité, raconte-t-il, s'est étendue en pensant que les lacs n'avaient plus aucune utilité et qu'il fallait désormais aller chercher de l'eau dans l'arrière-pays. Les promoteurs et les hommes politiques en ont profité pour les laisser croupir ou s'assécher, pour construire des bureaux, des zones commerciales et des logements à perte de vue, sans connexion au réseau ni système d'assainissement. En l'absence de fleuve à Bangalore, l'eau provient de la rivière Cauvery à 300 kilomètres en contrebas, qu'il faut pomper en utilisant énormément d'électricité.»



Infographie. AFP, T.V. Ramachandra, Bruhat Bengaluru Mahanagara Palike

Avec cette unique ressource, le service de l'eau n'approvisionne que le centre-ville. «Toute la périphérie dépend des réserves souterraines, soit 40% de la population, déplore T.V. Ramachandran, chercheur au prestigieux institut des sciences de Bangalore. On dénombre actuellement plus de 400 000 forages sauvages. Mais cette eau est impropre à la consommation. Proches des lacs, les zones de pompage sont contaminées. Les plus riches utilisent des systèmes privés de traitement à osmose inversée et le gouvernement installe des fontaines collectives fonctionnant sur le même principe, sans pour autant résoudre le problème de l'approvisionnement à moyen terme.»

Le ballet des camions-citernes

La raréfaction de l'eau a eu pour conséquence de réhabiliter une activité très ancienne, celle des *Mannu Vaddars*. Creuseurs de puits de père en fils, cette corporation crée des points de collecte des eaux de pluie et de recharge des nappes phréatiques, solution simple et efficace pour éviter la pénurie.

Conducteur d'un vieil Ashok Leyland de 24 000 litres, Rammu travaille, lui, pour l'entreprise Himalaya Water Supply. 300 à 400 camions-citernes parcourent son quartier de Whitefield, 10 000 toute la ville. «Aujourd'hui, je livre de l'eau trois à quatre fois par jour aux centres commerciaux, aux hôtels, aux hôpitaux et aux parcs informatiques.»



Egout à ciel ouvert, le lac de Bellandur recueille 60% des eaux sales de la ville. Lors de fortes pluies, une mousse toxique se forme à sa surface. Laurent Weyl

Son patron, Bhaskar Gowda, vient d'une famille de fermiers. Après avoir commencé avec un tracteur et une citerne, il possède aujourd'hui cinq camions: «Qu'importe qui paie, nous livrons! Des plus pauvres dans les bidonvilles, aux plus riches dans leurs appartements. Nous

répondons aux urgences, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. C'est bien simple, je suis contacté en permanence. Les gens pestent contre nous parce que nous créons des bouchons et en même temps les entreprises n'ont pas de connexion à l'eau, et de toute façon le service de l'eau n'arrive même pas à leur en fournir en quantité suffisante! Comment feraient-ils sans nos camions-citernes?»

Univers shadokien

Dans tout Bangalore, l'accès à l'eau est devenu le nerf de la guerre et a permis le développement d'un commerce très rentable. La demande est tellement élevée qu'il existe une vingtaine d'entreprises comme Himalaya Water Supply dans le seul quartier de Whitefield. «Les gens pensent que nous sommes une mafia. C'est faux. Nous faisons simplement pression pour que personne ne puisse baisser les prix, parce que l'approvisionnement coûte très cher. Les agriculteurs louent les dernières terres disponibles à prix d'or et comme il n'a pas beaucoup plu l'an dernier, j'ai dû réaliser sept forages pour satisfaire la demande sachant que dans cinq d'entre eux je n'ai rien trouvé.»

Lire également: [L'eau, source de tensions dans le monde](#)

Aujourd'hui, il faut creuser jusqu'à 1000 pieds contre 600 auparavant. Les nappes phréatiques sont en déplétion. La ville consomme trois fois plus que la recharge annuelle permise par la mousson. Mais Bhaskar Gowda s'en fiche: «Bien sûr que nous trouverons toujours de l'eau! La planète en est composée à 70%, pourquoi en manquerait-on? On trouvera de l'argent pour creuser toujours plus profond et toujours plus loin, voilà tout.»



La raréfaction de l'eau a réhabilité une activité ancienne, les «Mannu Vaddars», les creuseurs de puits, ici à l'œuvre dans le nord de la ville. Laurent Weyl

Cet univers shadokien, où tout le monde pompe en permanence, rend dubitatif Claude Le Damany, directeur d'une filiale d'une grande entreprise française: «Cette crise alimente les conversations et en même temps Bangalore vit dans le déni. Nous sommes tous consternés par l'absence de gestion du service public, mais la plupart des chefs d'entreprise pensent que le

gouvernement fédéral va s'attaquer rapidement au problème, et que l'on aura trouvé des solutions techniques dans dix ans. Sauf que l'Inde n'est pas la Chine.»

Bulle écologique et économique

A la tête d'une filiale de l'entreprise française Safran, Damodaran Subramanian confirme qu'une bulle écologique – et économique – s'est formée. «La ville a atteint un point de saturation et les avantages de son mode de développement low cost sont en train de décroître. Les compagnies gardent encore leur siège social, mais installent leurs filiales dans d'autres villes (du sud du pays), à Hyderabad, Mangalore, Mysore, qui manquent aussi d'eau, mais dans des proportions moindres.»

Dès lors, que faire? Surnommé «Zen Rainman», S. Vishwanath est un ingénieur qui s'est mis à récolter les eaux de pluie. Ecologiste unanimement respecté, il tente de raisonner les pouvoirs publics: «Le rattrapage économique actuel consomme toutes les ressources en eau disponibles en Inde. Nous devons adopter un modèle de développement et un mode de vie qui nous soient propres, sobres et résilients, pour nous assurer que l'inégalité d'accès et la raréfaction de l'eau sont correctement traitées.»

Mieux gérer les ressources locales

Selon lui, la ville ne manque pas d'eau, mais elle pourrait mieux gérer ses ressources locales. La rivière Cauvery fournit 1400 millions de litres par jour, dont 40% sont perdus dans les fuites du réseau, et l'eau souterraine 400 à 500 millions de litres supplémentaires, relâchés sous forme d'eaux usées et polluées dans les lacs. «Si nous arrivions à faire en sorte que celles-ci soient traitées et non pas gâchées, nous pourrions la redistribuer aux fermiers pour nourrir la ville. La solution serait aussi de se concentrer sur la récolte des eaux de pluie et de faciliter la recharge des aquifères en préservant les lacs pour que la demande en eau fraîche diminue, en attendant d'améliorer le réseau», plaide-t-il.

Le temps presse et ressemble à une course contre la montre. Pour faire face à l'augmentation de sa population estimée à 20 millions en 2025, Bangalore a obtenu de la part de la Cour suprême le droit de prélever 10 millions de litres supplémentaires dans la rivière Cauvery, au détriment des agriculteurs de l'Etat voisin, créant des tensions vives. Quant aux dernières prévisions, elles annoncent l'épuisement des nappes phréatiques pour 2025. Quand s'écoulera la toute dernière goutte d'eau de Bangalore...

Deep Green Resistance, ne nous trompons pas d'ennemi

Michel Sourrouille 13 juillet 2018

[NYOUZ2DÉS: les solutions de Derrick Jensen et Nicolas Casaux ne fonctionnent absolument pas.]

Le périodique « La décroissance » tire à boulets rouges sur tous ce qui bouge... surtout malheureusement sur ses alliés les activistes et presque pas sur les mécanismes qui livrent la Terre au pillage. Ainsi dans l'article *L'écologie va-t-elle en guerre** : « *La civilisation détruit la nature ? Il suffit de la démanteler en engageant une guerre qui hâtera son effondrement. C'est ce que prône **Deep Green Resistance** (DGR) qui s'organise sur les réseaux clandestins de Facebook et Youtube. Objecteurs de croissance influencés par des Tolstoï et des Gandhi et partisans d'une action politique non-violence, vous êtes considérés comme inefficaces voire*

complices de l'ennemi... » Vincent Cheynet nous livre alors en pâture Peter Gelderloos** en se contentant de dire qu'il donne dans le terrorisme intellectuel. C'est là une vision fautive des déterminants de DGR.

En fait **Deep Green Resistance** est un mouvement écologiste fondé par Derrick Jensen, Aric McBay et [Lierre Keith](#), lors de la conférence *Earth at Risk* du 13 novembre 2011. Leurs pré-supposés sont repris dans deux livres qui viennent de paraître, « *Écologie en résistance, stratégies pour une Terre en péril* » aux éditions Libre. Loin d'ostraciser la non-violence, les auteurs estiment complémentaires les mouvements à visage découvert et les mouvements clandestins. Comme l'exprime [Armand Farrachi](#) dans sa préface du tome 2, aucun des auteurs ne propose de résoudre une « crise » (passagère) ou de passer la persillère derrière les ennemis de la terre, tous réfléchissent au moyen d'arrêter le massacre, le plus tôt, le plus radicalement possible, ce que personne ne fait ni dans la presse ni dans les diverses chambres du pouvoir : « *La première réaction de tout habitant responsable de la Terre, même inactif, est de se dire : la dévastation générale ne trouvera en moi ni un complice, ni un déserteur. C'est déjà le début d'une résistance. Évidemment on la voudrait plus efficace, mais chacun fait ce qu'il peut, personne ne détient le secret d'une solution miraculeuses. Mais tous les auteurs de cet ouvrage ont un dramatique, parfois tragique sentiment d'urgence. Tous ont le parti pris de la radicalité par rapport à la modération et au compromis, cette plus lente défaite.* »

Le mouvement **Deep Green Resistance** par la voix de Lierre Keith dans le tome 1 est en effet bien plus subtile que les raccourcis de Vincent Cheynet. Il décrit un état de guerre contre la planète avec invasion humaine, donc fait appel à la notion de résistance comme il en était de même dans la France occupée : « *Il est difficile de désigner un coupable, pourtant les occupants ont bel et bien des noms à l'adresse des (fragiles) infrastructures de cette civilisation industrielle... Quand je dis combattants, je ne parle pas forcément de violence. La distinction ne se fait pas en matière de violence et de non-violence. Elle se situe plutôt entre l'action et l'inaction, entre combattre le pouvoir et s'y soumettre... La vaste majorité des gens ne va pas se casser le cul à résister. C'était vrai pour l'IRA : seuls 2 % ont pris les armes, mais 98 % ont fourni le soutien. Nous avons besoin de guerriers qui s'interposeront entre ce qui reste de cette planète et les énergies fossiles. Ce pourrait être fait de manière non violente. Si nous étions assez nombreux, nous pourrions abattre ce système en utilisant des barricades humaines. Les mouvements à visage découvert peuvent par exemple considérer les mouvements de grève de novembre 2010 en France. Les manifestants ont utilisé des camions et créé des barrages humains pour bloquer les dépôts de carburant. En quelques semaines, toute l'économie s'est arrêté par manque de carburant... Mais nous ne sommes pas assez nombreux. Je préférerais, et de loin, mener une lutte non violente, mais le compte n'y est pas. La seule stratégie viable que je vois est d'attaquer directement les infrastructures... Maintenant je veux m'adresser à ceux d'entre vous qui feront partie des 2 %. En ce qui concerne l'activité clandestine, le MEND (mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) reste votre espoir. Ils attaquent directement des infrastructures, ponts, entrepôts, pipelines. Ils ont réduit les exportations de pétrole du Nigeria d'un tiers... »*

Les [écoguerriers](#) de la DGR ne veulent pas s'attaquer directement à des personnes, mais seulement à du matériel. Ils font preuve de [contre-violence](#) par rapport à un système extrêmement violent, la société thermo-industrielle, qui non seulement viole brutalement les richesses de la Terre mais aussi persuade le citoyen moyen que c'est pour son plus grand bien.

Le débat violence/non-violence est une fausse querelle de mots quand il s'agit seulement de s'attaquer aux infrastructures qui nous mènent à notre perte.

* La Décroissance, numéro d'été juillet-août 2018, page 4

** Peter Gelderloos est notamment l'auteur en 2005 de *How Nonviolence Protects the State*, publié en français en 2018 sous le titre *Comment la non-violence protège l'État : Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*. ([wikipedia](#))

Passage aux 80 km/h, une limitation de notre démesure

Michel Sourrouille, Biosphere, 15 juillet 2018

[NYOUZ2DÉS: le problème avec ce texte c'est que nous ne savons pas "qui parle".]

Aucun écologiste ne peut être contre la limitation à 80 km/h sur la plus grande partie de notre réseau routier. Mais que ce soit pour la bonne raison, pas pour la diminution du nombre de morts alors que la population française est excédentaire, mais pour des raisons de fond. C'est ce que fait Julien Dubuis, professeur de sciences économiques et sociales, dans une tribune du MONDE* : « Une baisse de 10 km/h réduit la consommation d'essence aux 100 km d'environ 0,8 litre. Pour un couple d'automobilistes moyens, cela représenterait 240 euros d'économie par an pour le ménage, selon la Sécurité routière. A cela s'ajoutent des bienfaits écologiques. Une baisse de la consommation totale de carburant signifiera une moindre pollution atmosphérique (ndlr, y compris pour l'effet de serre). Enfin, brûler moins de carburant réduit les importations de pétrole brut. Au-delà du cas français, le pétrole est une ressource précieuse car non renouvelable, qui se raréfie. Toutes les mesures permettant de l'économiser, comme conduire moins vite, vont dans le bon sens. Tous ces bénéfices pourraient être doublés, ou triplés, si la vitesse légale diminuait aussi sur les autoroutes et en ville... »

Passer aux 80 km/h va donc dans le bon sens, mais les automobilistes conscients des limites de la biosphère devraient se rendre compte que ce n'est qu'une étape vers le dévoiturage, c'est-à-dire l'abandon à moyen terme de la voiture individuelle comme moyen de déplacement. Car quand il n'y aura presque plus de pétrole, essence ou gas-oil seront à des tarifs dissuasifs. Nous devons nous préparer à cet événement géo-physique inéluctable. Des évolutions favorables qui limitent notre usage de la voiture sont déjà en cours, le covoiturage, les ralentisseurs qui se multiplient, le recours aux transports collectif. Mais le gouvernement devrait prendre bien d'autres mesures comme le bridage des moteurs. Notre ministre de l'écologie Nicolas Hulot devrait revendiquer ce qu'il écrivait avant d'être ministre : « Moteur du dynamisme économique et de la mobilité individuelle, le trafic routier se présente en même temps comme une des causes principales du fameux effet de double ciseau : raréfaction de la ressource pétrolière d'une part et aggravation de l'effet de serre d'autre part... En matière automobile, les réglementations nécessaires sont faciles à mettre en œuvre et à être comprises de l'opinion (réduction des vitesses ou seuil d'émission de 80 g de CO₂ par kilomètre, par exemple)... On nous construit des voitures qui provoquent des tentations alors que les choses seraient plus claires si leur vitesse était limitée. Il faut être cohérent, car l'être humain a aussi ses propres faiblesses. Il m'arrive de dépasser les limites sans m'en rendre compte. On ne peut pas demander aux individus d'avoir une vigilance permanente. Si le moteur de la voiture était bridé, on n'en parle plus. Il faudrait que l'Europe dise à l'unisson : **Ne rentrent dans nos frontières que les véhicules bridés...** »

~~Bien sûr on devrait aller encore plus loin si l'avenir nous intéresse. Chaque unité familiale ne~~

devrait être autorisé à posséder qu'une seule voiture, une voiture en circulation devrait avoir au moins deux (ou trois) personnes à bord, les péages urbains devraient être monnaie courante, etc., etc.

* LE MONDE économie du 7 juillet 2018, « *Le passage aux 80 km/h apporte aux automobilistes des bienfaits financiers et écologiques* »

Pour préserver la planète, arrêtons de faire des enfants

Michel Sourrouille 16 juillet 2018

L'opinion de RSE* [NYOUZ2DÉS: Clément Fournier, le roi des cancre]: « *Faire un enfant de moins, ça ne change rien globalement. Les préconisations écologiques individuelles adressées aux citoyens (faites un enfant de moins, mangez moins de viande, recyclez vos déchets) présuppose toujours qu'un nombre significatif d'individus vont les suivre, et que ce nombre soit suffisant pour être de nature à faire changer le système socio-politique et économique global. Or dans le cas de la question de la natalité, cette présupposition pose deux problèmes très sérieux. Le premier, c'est la question de savoir si ce « nombre significatif » peut être atteint. Car on ne parle pas ici d'un geste anodin comme éteindre une lumière ou réduire la durée de sa douche. On parle d'un geste extrêmement contraignant, ne pas avoir d'enfant, c'est-à-dire renoncer à une facette centrale de notre vision de la vie, renoncer même à une chose qui est « naturellement » inscrite dans notre patrimoine génétique (la reproduction). Peut-on sérieusement imaginer qu'en dehors de quelques écolo réellement engagés, de nombreux individus renoncent spontanément à avoir des enfants pour la bonne cause ? (...)* Éduquer les enfants est sans doute plus importants que de ne pas en avoir. »

Le commentaire de biosphere : il est vrai que le collectif passe par la somme des engagements individuels et qu'il n'est pas facile de convaincre dans un environnement anti-malthusien où on fait souvent des enfants sans y penser, c'est si facile de baisser. Encore faut-il ne pas user de faux arguments. Tout changement culturel commence par être minoritaire et parfois cela fait boule de neige. Les chrétiens étaient au départ une minorité persécutée et l'islam s'est fabriqué à partir d'un seul homme. Il suffit que le contexte s'y prête pour que la mayonnaise prenne, mais cela peut mettre beaucoup d'années pour investir des consciences multiples. Quant aux contraintes, les manières d'éviter d'avoir des enfants sont pratiquées de tous temps, sinon chaque femme aurait en moyenne une douzaine de marmots en moyenne. Même des actes très contraignants comme l'avortement sont pratiqués à grande échelle.

Ce texte déraile surtout par son côté « naturaliste », la reproduction serait inscrite *ad vitam aeternam* dans notre « vision de la vie ». N'oublions pas que certains peuvent faire le vœu de chasteté et ainsi agir contre leur « nature ». Tout notre comportement est construction culturelle, nous pouvons donc aller librement, de façon non déterminé une fois pour toutes, dans une direction ou dans le chemin contraire. Comme le dit le texte, tout est affaire d'éducation, et d'abord de socialisation primaire, les valeurs et les normes données par le milieu familial. Nos valeurs de référence se modifient principalement avec le contexte géo-politique et bio-physique de notre environnement. Les écologistes pensent que dans un milieu de plus en plus contraint par la surpopulation, la limitation des naissances deviendra plus ou moins progressivement « naturelle », c'est-à-dire considérée comme normale par la plus grande partie des humains. Cela passera par une éducation dès le plus jeune âge aux contraintes terrestres d'une humanité qui cultive aujourd'hui la démesure alors que notre milieu de vie est

saturé de tas de choses malsaines. De plus en plus de personnes vantent la sobriété et la décroissance, la limitation des naissances est déjà un des aspects de cette approche. Nous prévoyons même qu'il y aura dans certaines zones du monde des examens pour savoir si les volontaires à être parents malgré tout pourront physiquement et pédagogiquement être capables d'avoir des enfants, un permis de procréer, un diplôme pour enfanter qui servira réellement l'intérêt collectif....

* https://e-rse.net/arreter-avoir-enfants-ecologie-climat-270514/?utm_source=NL#gs.tOd3ooU

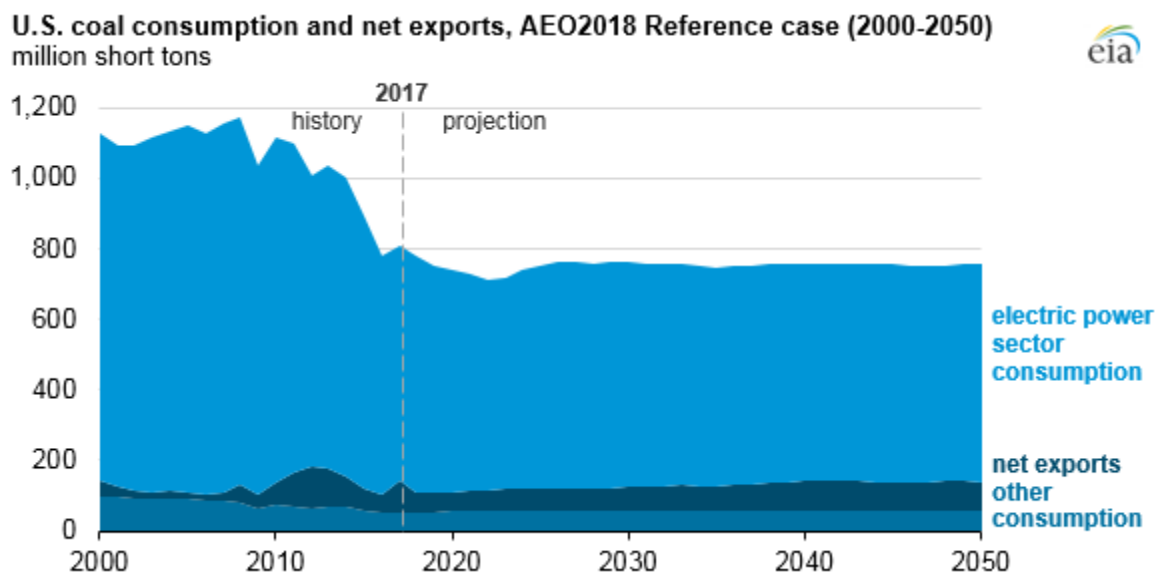
USA : CHARBON, RIEN DE CHANGE...

16 Juillet 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Malgré Trump, rien n'a changé pour le charbon US. L'EIA prévoit une production étale pour des décennies. Certes, la dégringolade a cessé, mais il n'y a pas de reprise.

Et comme l'EIA est remplie de courtisans, qu'ils ne veulent pas peiner Trump, ils lui ont fait une belle ligne droite.

Une belle ligne droite qui signifierait que pendant 33 ans, on ne fermerait plus aucune centrale thermique au charbon. Cela relève de... la foi du charbonnier, et de la négation du plus élémentaire bon sens. Les centrales thermiques au charbon US sont déjà très anciennes, et même en abandonnant toute mesure anti-pollution, il n'y a pas d'espoir qu'elles restent rentables aussi longtemps (déjà qu'elles le sont peu...).



Du côté pétrole, la situation ne semble pas s'arranger non plus : l'exportation nette de produits transformés semble se renforcer.

Contrairement à la fable, il n'y a pas de croissance US, ni de plein emploi.

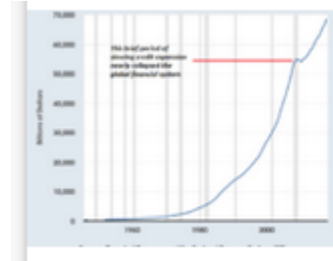
SECTION ÉCONOMIE



Gerald Celente: "Le chaos pourrait s'abattre sur les marchés mondiaux !"

Publié le 13 juillet 2018 à 20:34:53 / 5 commentaires / 2 448 vues

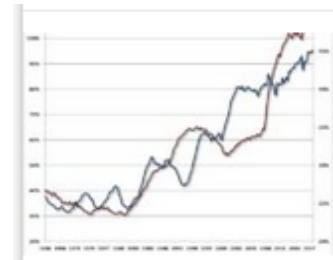
L'Américain Gerald Celente, fondateur du Trends Research en 1980 est l'un des meilleurs prévisionnistes au monde. Rappelons qu'il a prédit le crash de 2008,... Lire la suite



L'Amérique se dirige droit vers la plus grande crise d'endettement de l'histoire !

Publié le 16 juillet 2018 à 00:05:40 / 2 commentaires / 1 602 vues

Aujourd'hui, l'Amérique comptabilise au total près de 70.000 milliards de dollars d'endettement, et cette dette continue de croître à un rythme... Lire la suite



Regardez à quel point l'économie US repose sur une chaîne de Ponzi et pourquoi on va tout droit vers la prochaine crise !

Publié le 14 juillet 2018 à 19:28:54 / 0 commentaire / 1 894 vues

Pour comprendre à quel point l'économie US est basée sur une chaîne de Ponzi, observez le graphique ci-dessous qui vous montre l'inarrêtable

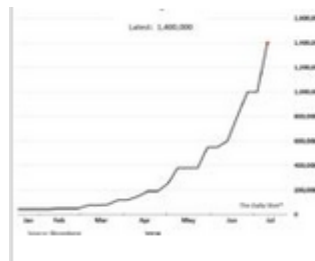
progression de... Lire la suite



Warning: Chine: les risques de décrochage s'accroissent !... Avec Alexandre Mirlicourtois

Publié le 16 juillet 2018 à 15:00:41 / 0 commentaire / 225 vues

A en croire les chiffres officiels tout va bien en Chine. La croissance est forte et conformément aux prévisions officielles, le PIB progressera de 6,5% cette année avec... Lire la suite



Au Venezuela, s'offrir un café coûte désormais 1,4 million de Bolivars !!!

Publié le 15 juillet 2018 à 17:17:55 / 7 commentaires / 1 066 vues

Au Venezuela, s'offrir un café coûte désormais 1,4 million de Bolivars !!! 1 \$ s'échange désormais contre plus de 3 millions de bolivars au marché noir...

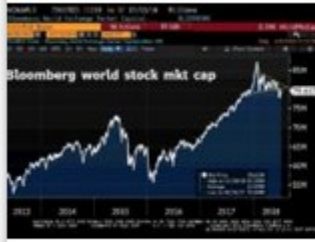
Lire la suite



L'UE abaisse ses prévisions de croissance pour l'année 2018

Publié le 15 juillet 2018 à 00:25:14 / 4 commentaires / 1 011 vues

La Commission européenne a abaissé jeudi ses prévisions de croissance pour la zone euro en 2018. L'exécutif européen table désormais sur une croissance de 2,1%... Lire la suite



Totalement absurde: la capitalisation boursière mondiale a repris 1150 milliards \$ cette semaine

Publié le 14 juillet 2018 à 16:35:14 / 2 commentaires / 798 vues

La capitalisation boursière mondiale a repris 1150 milliards \$ cette semaine mais reste toujours coincée sous son support oblique récemment cassé à la baisse. Cette... Lire la suite



Benjamin Louvet: "Si un ouragan se dirigeait vers les plateformes pétrolières du golfe du Mexique, le pétrole pourrait taper les 90 voire 95\$ le baril !"

Publié le 13 juillet 2018 à 18:59:58 / 4 commentaires / 903 vues

Benjamin Louvet, gérant matières premières chez OFI AM, et Léa Dauphas, lead economist chez TAC Economics, ont été reçus par Grégoire Favet. Ils se sont penchés sur... Lire la suite



Les tensions commerciales font-elles peser un risque sur le cycle économique mondial ?... Avec Philippe Béchade

Publié le 13 juillet 2018 à 22:49:03 / 1 commentaire / 1 124 vues

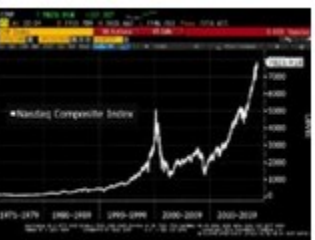
Avec Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, et Gilles Moëc, chef économiste à la Bank... Lire la suite



James Turk: "Ce sombre présage se joue désormais sous nos yeux !"

Publié le 14 juillet 2018 à 15:28:17 / 0 commentaire / 2 071 vues

James Turk est actuellement le fondateur et directeur du site goldmoney.com, un site spécialisé dans la vente de métaux précieux en ligne, créé en 2001 avec son fils... Lire la suite



Le Nasdaq vient de clôturer à un nouveau record historique à 7823,92 points !

Publié le 13 juillet 2018 à 00:13:58 / 3 commentaires / 697 vues

Le Nasdaq vient de clôturer à un nouveau record historique à 7823,92 points ! L'indice est en hausse de 13,3% depuis le début d'année. Marc Touati: "Je... Lire la suite

Gerald Celente: "Le chaos pourrait s'abattre sur les marchés mondiaux !"

KingWorldNews et BusinessBourse.com Le 13 Jul 2018



L'américain Gerald Celente, fondateur du [Trends Research](#) en 1980 est l'un des meilleurs prévisionnistes au monde. Rappelons qu'il a prédit le crash de 2008, et croit que nous allons bientôt assister à l'effondrement du marché financier mondial.

Aujourd'hui, l'un des meilleurs prévisionnistes au monde a expliqué sur [KingWorldNews](#), que le chaos pourrait s'abattre sur les marchés mondiaux.

Gerald Celente: *[Oui, globalement les marchés actions baissent](#) tandis que les craintes de guerre commerciale s'accroissent, mais des facteurs bien plus importants font bouger ces marchés surévalués, dont le cycle haussier de neuf ans s'est achevé comme nous l'avions anticipé en Février...*

LIEN: [Jim Rogers: "Nous sommes à la veille du pire krach boursier qu'on n'ait jamais connu"](#)

Alors que la presse financière se concentre principalement sur les tarifs douaniers, voici les trois indicateurs majeurs qui sont bien plus pertinents pour anticiper la suite des événements sur les marchés: le pétrole, le dollar et le cuivre.

Ce qui est plus inquiétant que la guerre commerciale, c'est le conflit pétrolier, qui s'est accéléré en raison des actions de l'administration Trump contre l'Iran, ce qui s'explique en partie la hausse de plus de 60% des cours du pétrole cette année.

Les cours du pétrole sont en dollars. A mesure que le dollar augmente et que les devises des pays importateurs de pétrole se déprécie, ces derniers sont sévèrement impactés économiquement, et bien plus lourdement encore que les menaces liées aux taxes douanières.

Par exemple, l'Inde importe près de 80% de ses besoins énergétiques. Avec un ralentissement de l'économie et une baisse de 7,4% de la roupie par rapport au dollar, même si le cours du Brent a chuté de plus de 6% aujourd'hui, le pétrole devrait encore se rapprocher des 80 dollars le baril.

Pareil pour la Chine qui est la seconde économie mondiale. Comme nous l'avons détaillé lors de nos précédents bulletins d'avertissement, les indicateurs économiques de la Chine sont pour la majorité en baisse, tout comme son yuan, qui est maintenant à son plus bas niveau depuis 11 mois face au dollar. Ainsi, si les cours du pétrole devaient baisser modérément et que la reprise du dollar se poursuivait, alors cela aurait des conséquences négatives sur l'économie chinoise.

LIEN: [Egon Von Greyerz: "L'état réel de l'économie mondiale est inquiétant !"](#)

LIEN: [Egon Von Greyerz: "L'effondrement mondial est sur le point de s'accélérer"](#)

***L'autre indicateur clé, c'est le cuivre.** De la haute technologie à l'industrie lourde... en*

passant par l'ensemble des secteurs de la construction et de la production, le cuivre est un baromètre de la croissance économique.

En quatre semaines seulement, le cuivre a chuté de 14% par rapport à son sommet de quatre ans atteint le 7 juin dernier. Sa forte baisse reflète la faiblesse de la demande, en particulier en Chine, qui consomme environ 50% du cuivre mondial.

Encore une fois, c'est l'augmentation des cours du pétrole, un renforcement du dollar et la hausse des taux d'intérêt américains qui sont sur le point de secouer les économies mondiales. Ces éléments clés sont déjà des facteurs qui réduiront d'autant les attentes en matière de croissance mondiale.

LIEN: [Charles Gave: "A chaque fois que la courbe des taux s'inverse, on se paie toujours une récession !"](#)

LIEN: [Olivier Delamarche: "Parallèle entre l'économie mondiale et le Titanic !"](#)

De plus, avec une dette mondiale record de 247.000 milliards de dollars et une hausse des taux à des niveaux historiquement élevés, si la Réserve fédérale américaine venait à relever de façon agressive ses taux d'intérêt, alors le fardeau de la dette augmenterait et les niveaux de risque s'envoleraient.

Et, comme nous l'avons signalé lors de nos précédents bulletins d'avertissement, l'or est l'ultime valeur refuge. Ainsi, si une guerre commerciale devait éclater, le cours de l'Or aurait plus tendance à augmenter qu'à baisser.

Source: [kingworldnews](#)

James Turk: "Ce sombre présage se joue désormais sous nos yeux !"

KingWorldNews et BusinessBourse.com Le 14 Juil 2018



James Turk est actuellement le fondateur et directeur du site [goldmoney.com](#), un site spécialisé dans la vente de métaux précieux en ligne, créé en 2001 avec son fils Geoff Turk. Mais il est aussi connu pour ses nombreux écrits sur la finance et pour ses interventions régulières dans les médias américains. Il tient le blog "[jamesturkblog](#)". Il a notamment co-écrit « [L'effondrement du dollar et de l'euro et comment en profiter](#) » en 2004, qui reste son œuvre majeure.

Alors qu'une folle semaine vient de s'achever sur les marchés financiers, James Turk vient d'expliquer sur [kingworldnews](#) que ce sombre présage se joue désormais sous nos

yeux !

James Turk: *“Le prochain effondrement fera passer celui de 2008 pour un pique nique. Les problèmes auxquels nous faisons face aujourd’hui sont bien plus graves qu’ils ne l’étaient à l’époque. Et les abus de marchés sont bien plus importants aujourd’hui qu’ils ne l’étaient y a 10 ans. J’aime souvent paraphraser Ludwig von Mises, qui était à mes yeux le plus grand économiste du XX^{ème} siècle. Il disait ceci: «Les gouvernements détruiront les marchés bien avant qu’ils ne comprennent comment ils fonctionnent. Et avec leurs incessantes interventions pour essayer d’interférer dans le processus du marché, nous détruisons les marchés. Et c’est très très inquiétant parce que lorsque vous détruisez les marchés, vous finissez avec le Venezuela, et personne ne veut se retrouver dans cette situation...”*

LIEN: [Jim Rogers: « Nous sommes à la veille du pire krach boursier qu’on n’ait jamais connu »](#)

LIEN: [Egon Von Greyerz: « Croyez moi si vous le voulez, mais un krach gigantesque est imminent. »](#)

Citation de Ludwing Von Mises: *“Si l’on persiste dans la pratique consistant à couvrir les déficits du gouvernement par l’émission de billets, il doit immanquablement arriver un jour, tôt ou tard, où les systèmes monétaires des nations poursuivant ce chemin s’effondreront totalement. Le pouvoir d’achat de l’unité monétaire baissera de plus en plus, jusqu’à disparaître en fin compte complètement.”*

Ecoutez ci-dessous, l’intégralité de l’interview de James Turk réalisée par Kingworldnews



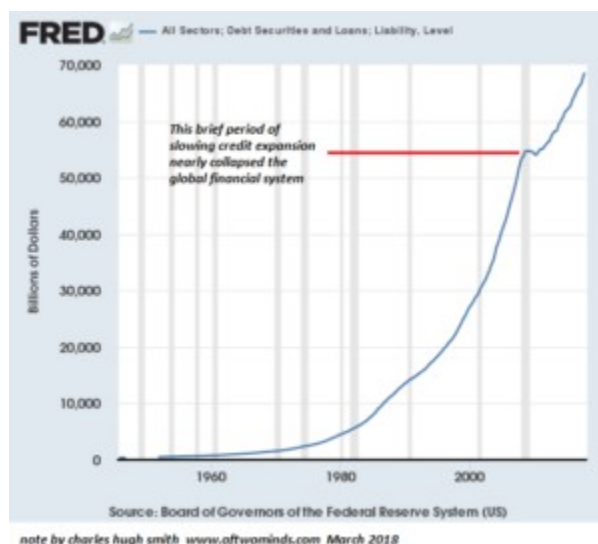
<https://www.businessbourse.com/2018/07/14/james-turk-ce-sombre-presage-se-joue-desormais-sous-nos-yeux/>

Gerald Celente: “Le chaos pourrait s’abattre sur les marchés mondiaux !” Egon Von Greyerz: “Je m’attends à une chute du marché boursier d’au moins 90%, comme après 1929”

Source: [kingworldnews](#)

L’Amérique se dirige droit vers la plus grande crise d’endettement de l’histoire !

Michael Snyder Source: [theeconomiccollapseblog](#) Le 16 Juil 2018



Aujourd'hui, l'Amérique comptabilise au total **près de 70.000 milliards de dollars d'endettement**, et cette dette continue de croître à un rythme exponentiel. Habituellement, l'accent est surtout mis sur la dette publique américaine, qui s'élève dorénavant à **plus de 21.000 milliards de dollars** et qui ne cesse d'augmenter, mais lorsque l'on cumule l'ensemble des dettes aux Etats-Unis, on arrive à un total de 70.000 milliards de dollars. Beaucoup de gens pensent que ces problèmes d'endettement qui existaient avant la grande crise financière de 2008 ont été résolus depuis, mais ce n'est absolument pas le cas. Nous sommes en train de vivre les derniers instants de la plus grande bulle d'endettement de toute l'histoire, et jour après jour, cette montagne de dettes ne cesse d'enfler. Vous comprenez bien que pour que ce jeu puisse continuer, il faut que l'Amérique parvienne à s'endetter beaucoup plus vite que ne croît son Pib. Or c'est mathématiquement impossible ! Bien entendu, cette situation est intenable, et lorsque cette gigantesque bulle d'endettement finira par éclater, tout s'effondrera. Donc, tous ceux qui pensent qu'on est parti pour de nombreuses années de prospérité sont tout simplement en plein délire. Notre train de vie actuel est très fortement alimenté par toujours davantage d'endettement, et à un moment donné, ça finira par très mal se terminer.

Parlons d'abord de la dette à la consommation. En excluant la dette hypothécaire, la dette à la consommation devrait atteindre le seuil des 4 000 milliards de dollars **d'ici à la fin de l'année 2018...**

LIEN: USA: La fuite en avant dans l'endettement ou comment aggraver l'inéluctable crise qui se profile

Les Américains n'arrêtent pas d'emprunter, et leur dette totale à la consommation pourrait atteindre le niveau record de 4 000 milliards de dollars d'ici la fin de l'année 2018.

C'est ce qu'a déterminé le comparateur de crédits en ligne américain LendingTree, qui a analysé les données de la Réserve fédérale sur les dettes non hypothécaires, incluant l'endettement sur les cartes de crédit, sur les prêts automobiles, étudiants et aux particuliers.

Pour les Américains, 26% de leur revenu annuel passe dans le remboursement de cette dette. C'est en forte progression par rapport aux 22% qui avaient été enregistrés en 2010. C'est également plus élevé que les niveaux d'endettement compilés au milieu des années 2000, lorsque l'accessibilité au crédit avait explosé.

On a jamais vu une dette à la consommation aussi élevée de toute l'histoire des Etats-Unis. Il y a quelques jours, je rédigeais un article qui expliquait que les américains avaient du mal à joindre les deux bouts financièrement, ce qui devient encore plus facile à argumenter avec cette dernière information.

Actuellement, les Américains doivent **plus de 1.000 milliards de dollars** sur les prêts automobiles, et l'Amérique n'a jamais connu une bulle aussi énorme en matière de prêts automobiles. C'est du jamais vu !

L'endettement des ménages sur les cartes de crédit se situe également **à plus de 1.000 milliards de dollars**, et le taux de défaut sur cartes de crédit **augmente**. En fait, à certains égards, ce que nous avons observé sur le premier trimestre de 2018 **nous rappelle clairement la dernière crise financière...**

Durant le premier trimestre 2018, le taux d'impayés sur les dettes de type carte de crédit des banques commerciales américaines qui ne font pas partie du top 100 (donc les 4788 plus petites banques américaines) a grimpé pour atteindre 5,9 %, ce qui est supérieur au pic enregistré durant la crise financière. Les montants estimés non récupérables de ces banques ont grimpé jusqu'à 8 %. Nous ne sommes plus très loin du plus haut de la crise financière.

La bulle sur les prêts étudiants a également dépassé le seuil des 1.000 milliards de dollars, **et le jeune américain moyen démarre sa vie d'adulte en étant fortement endetté...**

LIEN: Les "Tanguy" américains n'ont jamais été aussi nombreux depuis la Grande dépression des années 30

Malgré la reprise économique et boursière de ces neuf dernières années, de nombreux jeunes adultes ont encore du mal à s'en sortir financièrement dans leur vie de tous les jours, et d'une certaine manière, les choses ont sans doute empiré.

Les Américains de 25-34 ans diplômés de l'université ayant une dette étudiante ont une richesse nette médiane négative de 1900 \$ (ce qui signifie que la valeur de leurs dettes excède la valeur de leurs actifs de 1900 \$), selon un rapport publié jeudi par Young Invincibles (organisation qui représente les intérêts des 18 à 34 ans) qui a analysé les données de la Réserve fédérale. C'est une baisse de 9 000 \$ par rapport à 2013, selon l'analyse de Young Invincibles.

Parallèlement, la dette des entreprises a doublé depuis la dernière crise financière. Des milliers d'entreprises sont tellement endettées que même un léger ralentissement économique pourrait les balayer.

Les niveaux d'endettement des états et des administrations locales américaines atteignent

également des niveaux record, mais personne ne semble s'en soucier. Et espérons qu'aucune récession n'arrive, ainsi tout ira bien.

Bien entendu, l'institution qui a le plus gaspillé d'argent, c'est le gouvernement fédéral des États-Unis. Depuis que Barack Obama est arrivé à la Maison Blanche, l'Amérique a vu sa dette publique augmenté de plus de 1.000 milliards de dollars par an, et Goldman Sachs prévoit que ce montant dépassera les 2.000 milliards d'ici 2028...

Selon la Goldman Sachs, les perspectives financières pour les États-Unis "ne sont pas bonnes" et pourraient constituer une menace pour la sécurité économique du pays lors de la prochaine récession.

Selon les prévisions du chef économiste de la banque d'affaires Goldman Sachs, le déficit budgétaire américain passera de 825 milliards de dollars (soit 4,1% du produit intérieur brut) à 1250 milliards de dollars (5,5% du PIB) d'ici 2021. D'ici 2028, la banque s'attend à ce que le déficit budgétaire américain passe à 2050 milliards de dollars (7% du PIB).

La dette publique américaine augmente à un rythme exponentiel depuis des décennies, et étant donné qu'il n'y a pas encore eu de désastre, beaucoup de gens semblent penser que cette situation peut durer encore longtemps.

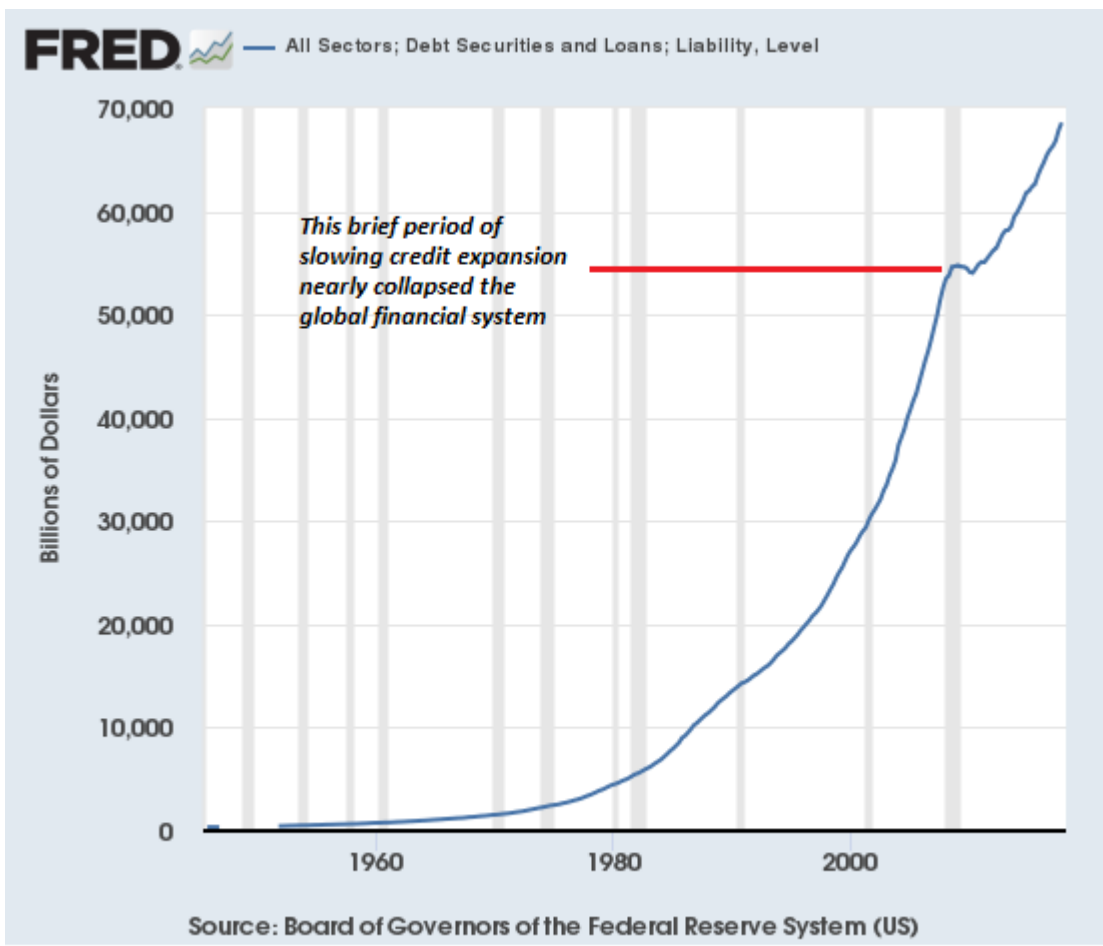
Mais en réalité, ce n'est tout simplement pas possible. L'endettement est tel que le système ne peut qu'imploser.

[LIEN: Game Over ! Le remboursement de la dette américaine est mathématiquement impossible](#)

[LIEN: L'ennemi des États-Unis... c'est sa dette !](#)

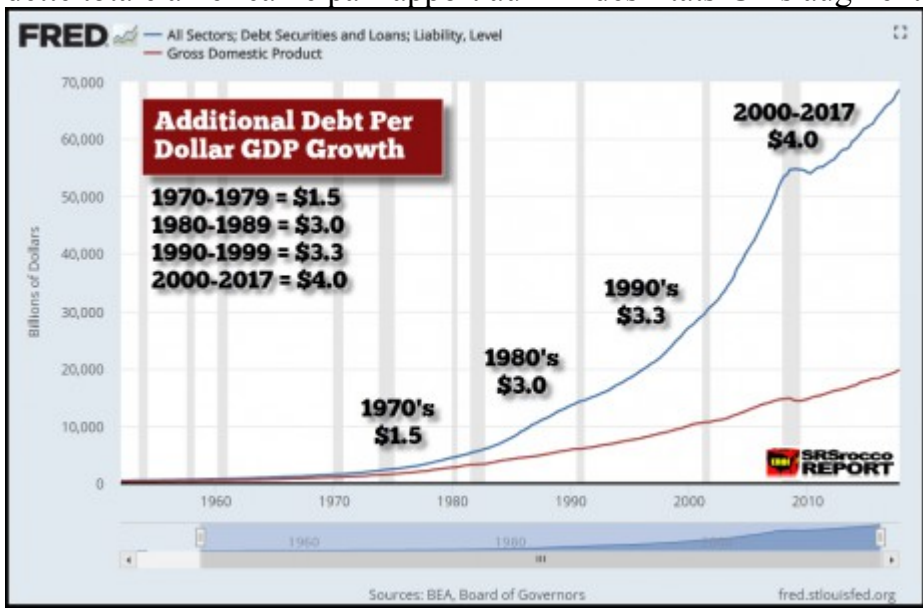
Alors, sommes-nous proches de ce point ?

Le graphique ci-dessous provient du site du blogueur et auteur américain Charles Hugh Smith, et il montre l'augmentation exponentielle de la dette totale des États-Unis qui tutoie désormais les 70.000 milliards de dollars...



note by charles hugh smith www.oftwominds.com March 2018

Et le graphique ci-dessous tiré du site SRSRocco Report nous montre à quel point le ratio de dette totale américaine par rapport au PIB des Etats-Unis augmente...



Nous sommes littéralement sur la voie du suicide national.

Que ce soit le mois prochain, l'année prochaine ou dans cinq ans, c'est inévitable, l'Amérique

va tout droit dans le mur !

L'Amérique devra continuer de s'endetter à un rythme exponentiel si elle souhaite conserver son niveau de vie actuel.

Mais cela ne pourra pas durer éternellement, et lorsque cette plaisanterie prendra fin, les Etats-Unis connaîtrons la plus grande crise d'endettement de l'histoire.

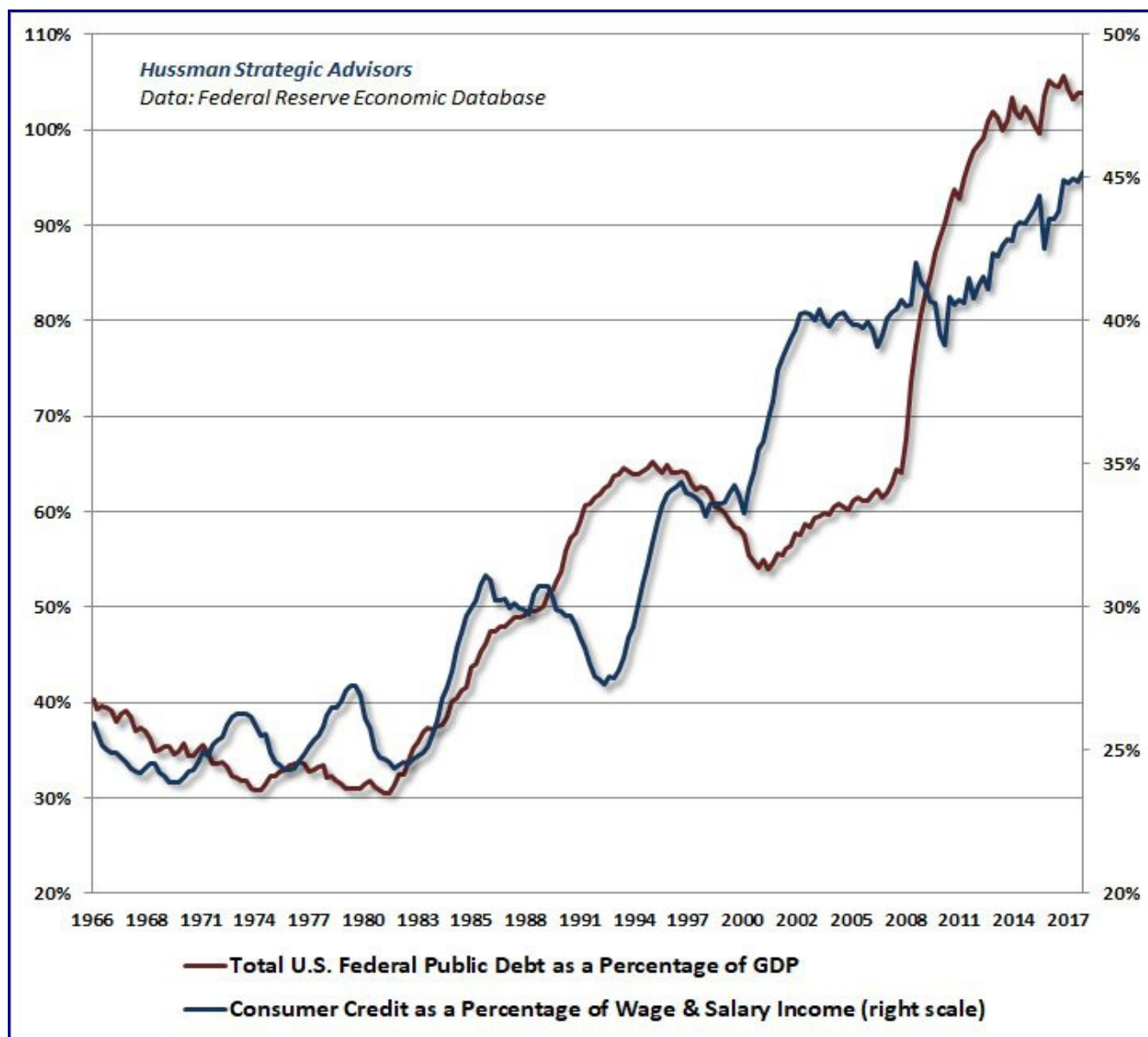
Aujourd'hui, L'endettement d'un ménage U.S moyen tutoie les 140 000 \$, ce qui représente plus du double du revenu médian des ménages américains. Et si nous devons prendre en compte la dette des entreprises, la dette des administrations locales, la dette publique et la dette des états fédérés, ce montant serait beaucoup plus élevé.

Toute cette dette ne sera jamais remboursée. En fin de compte, il arrivera un jour où le système s'effondrera complètement sous le poids de cette montagne d'endettement, et la plupart des Américains ignorent complètement que cette tragédie se rapproche à grands pas.

Regardez à quel point l'économie US repose sur une chaîne de Ponzi et pourquoi on va tout droit vers la prochaine crise !

Source: [Lance Roberts BusinessBourse.com](#) Le 14 Juil 2018

Pour comprendre à quel point l'économie US est basée sur une chaîne de Ponzi, observez le graphique ci-dessous qui vous montre l'inarrêtable progression de la dette publique américaine en pourcentage du Pib ainsi que celle du crédit à la consommation en pourcentage des revenus.



LIEN: [USA: La fuite en avant dans l'endettement ou comment aggraver l'inéluctable crise qui se profile](#)

LIEN: [Cette phase d'endettement de plus d'1 siècle touche à sa fin. Préparez-vous au pire !](#)

Un « tuyau » sur les tendances

Rédigé le 13 juillet 2018 par [Bill Bonner](#)

La Guerre commerciale ne fera rien contre les déficits dont l'origine se trouve dans l'abandon de l'étalon-or. Mais elle peut casser des tendances installées depuis 1971.

Hier, le président Trump a provoqué une escalade de la guerre commerciale, en menant une attaque kamikaze sur une vaste armada d'importations chinoises – 200 milliards de dollars au total – à destination de la Californie.

Les Chinois ont dit qu'ils riposteraient.

Le mois dernier, nous avons fait remarquer que la guerre commerciale ne se passerait pas beaucoup mieux que celle du Vietnam... Ou de l'Irak... Ou que tout autre guerre bidon orchestrée par l'Etat : contre la drogue, la pauvreté ou les terroristes.

Elle sera chère, futile... et peut-être désastreuse.

Mais cela ne veut pas dire qu'elle ne sera pas populaire. Les guerres donnent du sens à la vie du spectateur : nous contre eux... Les gentils contre les méchants... Les gagnants *versus* les perdants.

Les spectateurs ont la tête qui enfle quand leur héros tape sur la Chine. Ils rentrent le ventre lorsqu'il défie et nargue les Canadiens. Leur virilité s'accroît lorsque l'ennemi cède et reconnaît qu'il est vaincu.

Ce divertissement puéril se passe en bas, dans l'arène, mais l'action – la vraie – se déroule en haut, dans les loges de luxe où l'élite complète contre les fans.

Les guerres détournent les ressources issues d'accords productifs et laborieux – les accords gagnant-gagnant, réalisés dans le secteur privé – vers d'absurdes accords gagnant-perdant élaborés par l'Etat et ses compères. Le seul véritable gagnant est le *Deep State*.

Hier, à la télévision, nous avons regardé notre confrère David Stockman, ex-responsable du budget sous le président Ronald Reagan. Cette interview a fait peine à voir.

Il a courageusement tenté d'expliquer le déficit commercial, et pourquoi il a été provoqué par la politique monétaire, et non par des barrières commerciales pas assez élevées.

Mais les jeunes présentateurs « Je-Sais-Tout » étaient tellement crétins et si vides d'expérience, de théorie ou de perspective historique, que c'était comme si Stockman tentait d'apprendre à un morse à mâcher du chewing-gum. La leçon a été vaine.

Les trois experts de la télévision ne voyaient aucun inconvénient au déficit commercial... ni aucun danger imminent résultant de la guerre que Trump mène contre ce déficit.

S'il y avait des nuages à l'horizon, ils ne les ont pas vus ; si le tonnerre résonnait, ils ne l'ont pas entendu ; est-ce que la foudre frappait les réverbères à proximité ? Aucune idée. Ils ne voulaient même pas regarder par la fenêtre.

Au contraire, ils avaient l'air impatient que David quitte le studio pour reprendre leurs bavardages.

Ils étaient si sûrs d'eux... si vaniteux... et si dédaigneux à l'égard des risques quels qu'ils soient...

... que nous avons cru entendre une cloche sonner.

Qui sonnera le glas avant la fin ?

Cette cloche, bien entendu, c'était celle *que l'on n'actionne pas*, juste avant que le marché s'effondre. On ne l'actionne pas car tout le monde est certain que rien ne peut mal tourner. Et il n'y a pas eu de véritable problème depuis si longtemps qu'ils ont oublié où ils l'avaient rangée, cette cloche.

Les déficits commerciaux se creusent depuis que les Etats-Unis ont abandonné l'étalon-or, en

1971 (tandis que les taxes douanières diminuaient !).

Le marché actions grimpe (avec seulement trois glissades significatives en 1987, 2000 et 2008) depuis 1982.

Le marché obligataire, lui aussi, grimpe depuis 1980 (bien qu'il ait probablement atteint un sommet il y a deux ans).

La croissance actuelle du PIB se poursuit depuis 2009 – et se range désormais au deuxième rang des périodes d'expansion les plus longues de l'histoire.

Et les Etats-Unis sont une affaire qui marche, dont la puissance et la richesse s'accroissent depuis 1781, période à laquelle les Français ont vaincu les Anglais à Yorktown (Virginie), en volant au secours de la Guerre d'Indépendance.

Toutes ces tendances – excepté l'expansion économique actuelle – sont plus vieilles que les trois idiots qui se trouvaient face à David, sur CNBC. David a dû leur donner un « tuyau » sur les tendances : « elles se poursuivent jusqu'à ce qu'elles s'arrêtent », les a-t-il avertis.

Les premières pertes de la Guerre commerciale

C'est tout juste si nous n'avons pas entendu ricaner les Dieux du Marché, alors que les crétins de la télé garantissaient à David que rien ne pouvait mal tourner :

« Ah bon ? »

L'économie va-t-elle soudain basculer dans une récession ? La bourse va-t-elle s'effondrer ? Le marché obligataire va-t-il sombrer ?

Oui... Il est très probable que toutes ces choses se produisent.

Mais qu'est-ce qui les déclenchera ? Quel mauvais tour les Dieux vont-ils jouer ? Quel piège vont-ils élaborer ? Quelles surprises nous réservent-ils ?

Nous l'ignorons. Mais la guerre commerciale leur donne davantage de matière.

Selon la National Association of Home Builders, les droits de douane sur le bois de construction provenant de ces méchants Canadiens, gonflent d'environ 9 000 \$ le prix d'une maison neuve.

Les prix des machines à laver ont grimpé d'environ 15% cette année, soit l'augmentation la plus rapide jamais enregistrée par le Bureau of Labor Statistics.

En ce qui concerne les prix des voitures, selon CBS News :

« Les consommateurs pourraient constater une augmentation des prix de 5 800 \$, si les droits de douane de 25% que M. Trump menace d'appliquer entrent en vigueur, selon les estimations émanant de l'Alliance of Automobile Manufacturer (AAM), groupe de lobbying des constructeurs automobiles.

Il s'agit d'une 'taxe de 42 milliards de dollars sur les consommateurs', a déclaré ce groupe, en citant une analyse des données provenant du Département du Commerce. »

Autowise, site d'information consacré à l'automobile, déclare que les 10 voitures les plus vendues verront leur prix augmenter de 1 000 à 3 600 \$.

Les agriculteurs sont durement touchés, eux aussi.

L'American Farm Bureau déclare qu'il s'attend à ce que les revenus des agriculteurs chutent à un plus-bas sur 12 ans, cette année, essentiellement en raison de la guerre commerciale.

Christopher Hurt, économiste spécialisé dans l'agriculture à l'Université de Purdue, ajoute que 400 hectares de maïs et de soja auraient rapporté un bénéfice de 42 000 \$ à un agriculteur, au 1er juin. A présent, il pourrait se retrouver avec une perte de 126 000 \$.

Et alors ? C'est dérisoire ? Peut-être.

On ne fait pas sonner la cloche lorsque la fin est proche. Mais on met des crétins devant les caméras de télévision.

La situation peut-elle mal tourner pour le Deep State ?

Rédigé le 16 juillet 2018 par [Bill Bonner](#)

Même si Trump passe pour un trublion, tout semble pour le moment sous contrôle du Deep State. Mais parfois, l'imprévu se produit...

Aujourd'hui, nous allons observer quelques données.

Vous devrez relier les points vous-même.

Premièrement, nous sommes allés à une *garden party*, jeudi dernier. Elle avait lieu dans un petit village, à environ 20 minutes de chez nous : deux couples célébraient leurs 50 ans de mariage.

Dans cette région du Poitou, les villes ont été bâties en haut des collines, autour d'un château. Souvent, ces châteaux ont été démolis, par la suite, de sorte que les villageois ne pouvaient plus se protéger.

Mais ce château est toujours là, scrutant la campagne, à l'image d'une vieille sentinelle solitaire qui n'aurait jamais su que la guerre était finie.

Près du château se trouvaient les vestiges d'une *louveterie* : un chenil pour chiens de chasse au loup.

Selon les chercheurs, les loups ont tué plus de 7 000 personnes, en France, depuis les années 1300. Et selon la légende locale, le dernier loup de France aurait été tué près d'ici, au début du XXe siècle.

Naturellement, pendant la *garden party*, les conversations ont tourné autour du *Roi des Loups* [sic] en personne : Donald J. Trump. En tant qu'Américain, nous sommes censés avoir une connaissance approfondie du sujet... Ou du moins une opinion.

Premier point : des remises en cause de l'ordre établi

« Je ne sais que penser de lui », a déclaré le médecin du coin. « Mais je pense que, dans l'ensemble, jusqu'à présent, il est bon. Peut-être qu'il ne le fait pas exprès. Mais il remet en question des choses qui auraient dû être l'être il y a des années.

« Par exemple : Comment se fait-il que des troupes américaines soient encore en Europe ? Pourquoi l'Allemagne ne pourrait-elle pas acheter du gaz à la Russie ? Et pourquoi les

Européens devraient-ils dépenser de l'argent pour se défendre contre la Russie, qui n'est qu'une modeste économie et ne pose réellement aucun risque d'invasion ? L'Amérique pourrait bien être une plus grande menace. *Homo homini lupus.* »

« Hein ? »

« L'homme est un loup pour l'homme ».

« Ah oui... Bien sûr... »

Deuxièmement, la guerre commerciale « facile à gagner » devient de plus en plus compliquée.

Deuxième point si la « Guerre commerciale » tournait vraiment mal ?

Récemment, Jim Cramer, célèbre présentateur de l'émission télévisée *Mad Money*, a déclaré que les actions flambaient parce que la Chine « a fait comme si de rien n'était ». Peut-être.

Mais en Chine, il est très important de « sauver la face ». Et les Chinois (d'après notre expérience, car nous possédons un bureau à Pékin) sont encore plus chauvins que les Américains.

Dans le contexte d'une guerre commerciale de type « Nous contre Eux », nous miserions plutôt sur les Chinois.

Les véritables barrières commerciales entre les deux pays n'ont cessé de diminuer pendant des années... et cela continuerait probablement si on les laissait tranquilles. Donc, il se peut que la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ne soit qu'un stupide coup d'éclat politique.

Mais de temps en temps, les coups d'éclat tournent mal.

Les économies chinoise et américaine sont mutuellement dépendantes... et toutes deux dépendent de l'argent falsifié prêté à des taux bidon. Aujourd'hui, les transactions commerciales et financières entre la Chine et l'Amérique représentent environ un tiers du PIB mondial.

Au cours de ces 30 dernières années, les investissements ont été multiplié par 50, en Chine. Personne, nulle part et en aucune façon, n'aurait pu investir tout cet argent de manière raisonnable. La Chine, elle, en a trop fait : et à présent, ses capacités de production sont excédentaires dans toute une gamme de secteurs... et elle possède des villes fantômes dans tout le pays.

Faire comme si de rien n'était ? Probablement pas. S'effondrer ? Peut-être.

Un choc majeur intervenant dans les échanges commerciaux américano-chinois pourrait faire chuter l'économie chinoise en premier... puis entraîner avec elle les Etats-Unis et le monde entier dans une dépression.

Troisième point : la Cour Suprême et pourquoi Kavanaugh ?

Voici le troisième troisième point : le candidat à la Cour Suprême choisi par Trump.

Brett Kavanaugh a tout l'air d'un choix raisonnable. Ce n'est pas un extrémiste. Il est

catholique, mais sans être bigot. Il est « conservateur », mais pas trop regardant sur ce qui doit être « conservé ». Globalement, il a toute l'apparence d'un être humain respectable et raisonnable.

Alors pourquoi Donald J. Trump l'a-t-il recommandé pour siéger à la Cour Suprême ?

Selon nous, Trump n'a aucun respect pour la Constitution, personnellement... et ne se soucie pas non plus de l'Arrêt *Roe v. Wade* [NDR : arrêt rendu par la Cour Suprême, en 1973, concernant l'avortement].

Ce qui l'intéresse, c'est le pouvoir qui va avec la fonction qu'il exerce désormais : il ne veut pas que qui que soit, à la Cour Suprême, lui fasse obstacle.

Etoffons un peu plus notre hypothèse : Le *Deep State* dirige le pays. Mais au sein du *Deep State*, certaines factions se font concurrence, avec différentes idées concernant la façon de se partager le butin.

M. Trump privilégie une faction et met l'autre dans l'embarras. Mais ses principaux accomplissements – des budgets plus importants, des déficits plus importants et plus de guerres – trouvent toujours un écho favorable dans le *Deep State*.

Le Big Data devient un outil important, permettant au *Deep State* de diriger, de modifier et de manipuler le public.

Si nous avons raison, il fait équipe avec Google, Facebook et Amazon pour réunir des données... et les utiliser pour identifier et marginaliser les fauteurs de trouble.

Pourquoi Kavanaugh ?

Le *Huffington Post* a la réponse :

« En 2015, Kavanaugh a rédigé une 'opinion concordante', vis-à-vis de la Cour d'Appel des Etats-Unis pour le Circuit Fédéral, affirmant que l'obtention sans mandat des registres d'appels téléphoniques était constitutionnelle. Ce programme controversé avait été révélé en 2013, avec l'aide d'Edward Snowden, un ex-employé du renseignement qui a fait 'fuir' dans la presse des documents classés confidentiels concernant les surveillances menées par le gouvernement. Selon ces révélations, la NSA aurait collecté pendant des années des métadonnées téléphoniques – permettant au gouvernement de voir qui était contacté, mais pas les conversations – auprès des plus grands opérateurs américains de téléphonie.

A l'époque, Kavanaugh a écrit qu'il pensait que les 'besoins cruciaux en matière de sécurité nationale l'emportaient sur l'impact exercé sur la vie privée' et il s'est joint à d'autres juges de la Cour pour refuser de réentendre une affaire contestant ce programme au nom du Quatrième Amendement. »

Brett Kavanaugh est un homme du *Deep State*... un produit du Marigot, dévoué à ce dernier.

Dernier point : lorsque les choses tournent mal

Voici notre dernière donnée : que se passe-t-il au Nicaragua ?

Nos fidèles lecteurs savent que nous possédons une propriété sur la côte du Nicaragua. Donc, en général, nous gardons un oeil sur ce qui se passe dans ce pays.

Nous avons appris que 100 personnes avaient été tuées, essentiellement dans les rues de la capitale du pays, Managua. Les manifestants veulent se débarrasser de Daniel Ortega et de sa femme, respectivement président et vice-présidente.

Ses partisans – y compris, apparemment, des unités paramilitaires du *Deep State* – attaquent les manifestants. Et certains criminels et assassins se servent peut-être des troubles sociaux pour couvrir les cambriolages et meurtres qu'ils commettent.

Il est difficile d'estimer jusqu'où cela pourrait aller. Mais les choses tournent mal.

Souvent, les mouvements de réforme débutent avec des objectifs raisonnables. Ensuite, ils tombent sous l'emprise des réformateurs les plus impitoyables et extrémistes.

Tout comme la guerre commerciale de Donald Trump, les manifestations du Nicaragua pourraient se transformer en quelque chose de plus grave.

Mais qui sait ?

Pour l'instant, nos sources de Rancho Santana – cette station balnéaire sur la côte Pacifique, à la création de laquelle nous avons participé il y a 20 ans – nous disent que le soleil brille, que les vagues sont idéales pour le surf, et que les gens sont paisibles.

C'est calme, peu de touristes sont venus d'Amérique du Nord. Avec un peu de chance, les problèmes se régleront, à Managua... La vie reprendra son cours normal et agréable.

Mais qui sait ?

Homo homini lupus.

Les instructifs déboires d'un gérant de hedge fund

Rédigé le 16 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

Depuis 2009, les gérants qui spéculent à la baisse cumulent les infortunes. Les liquidités des banques centrales polluent même le capital-risque dont les prix s'envolent aussi.

David Einhorn était une star. Ce gérant avait prévu la faillite de Lehman Brothers, avait investi en conséquence et fait gagner beaucoup d'argent aux investisseurs de son fonds Greenlight.

Hélas, la lumière du phare vert devient de plus en plus falote. Après avoir gagné seulement 1,6% en 2017 et perdu 19% au premier semestre 2018, les clients fuient.

David Einhorn a misé en 2017 sur la chute de Netflix, Amazon, Tesla. Il a eu tort. Il avait misé sur la remontée des taux longs en France en 2014. Il a eu tort.

En ce moment, il détient une grosse position sur General Motors.

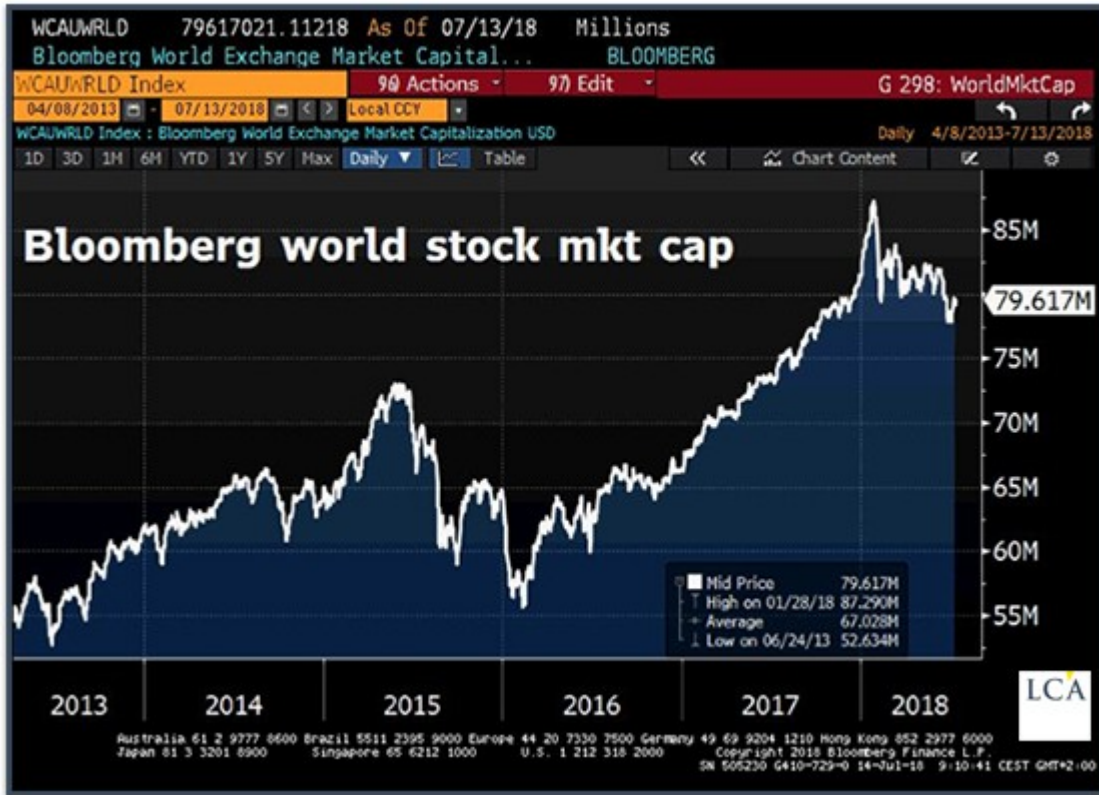
Que peut-on retenir de ce genre de malheur ?

Qu'il est imprudent de parier à la baisse sur des actions ou des obligations lorsque les banquiers centraux ont 100% la main sur les marchés financiers. Ce n'était pas encore le cas en 2008. Récemment, ceux qui ont parié sur la chute des banques allemandes Deutsche Bank et Commerzbank lèchent leurs plaies financières.

Notre problème en tant qu'investisseur particulier est que nous savons :

1. que le prix des actifs financiers – actions comme obligations – est bien trop élevée,
2. qu'il faut acheter bas pour espérer revendre plus haut,
3. que nous avons atteint probablement le sommet des marchés au début de l'année.

Pour illustrer ce dernier point, voici la capitalisation en dollar de toutes les actions rentrant dans l'indice mondial Bloomberg :



Nous savons tout cela mais nous savons aussi que si nous ne faisons rien avec notre argent, nous en perdons puisque les taux d'intérêt réels (rémunération de l'argent placé sans risque diminuée de l'inflation) sont nuls ou négatifs.

La seule solution raisonnable consiste donc à acheter des actions valorisées à l'ancienne (cinq à sept fois leurs bénéfices), que ce soit des entreprises dites de croissance ou mature, et à se couvrir avec le seul actif financier actuellement décoté : l'or.

Dénicher des actions correctement valorisées est en ce moment une prouesse. Même dans le non-coté – compartiment traditionnellement moins cher puisque ces investissements sont beaucoup moins liquides – les estimations sont devenues aussi délirantes.

L'actualité récente nous en offre une illustration avec le rachat de Mondocteur par Doctolib.

Créée en décembre 2013, Doctolib – qui édite un logiciel de prise de rendez-vous médicaux – a connu une croissance lui permettant d'exporter son modèle en Allemagne en 2016. Désormais leader européen dans son domaine, elle fait l'acquisition d'une plus petite proie : Mondocteur, cédé par Largardère Active et qui détient 10% du marché français.

D'après [Le Monde](#), le montant « serait compris entre 45 et 50 millions d'euros en cash », avec de l'argent levé auprès d'Accel Partners, Eurazeo et BPI France.

Le chiffre d'affaires mensuel de Mondocteur serait de 350 000 € selon les estimations du Journal du Net en 2016. Voici donc une entreprise mature de cinq ans d'âge payée plus de 10 fois son chiffre d'affaires !

Vous noterez que cet achat ne se fait pas avec de l'argent qu'aurait gagné Doctolib. Il se fait avec une levée de fonds dont une partie est de l'argent des contribuables puisque BPI France a mis en pot.

Et bien entendu, personne ne parle de bénéfices...

Mais terminons sur une note optimiste : il est encore possible de dénicher des entreprises de croissance avec déjà des clients, des marges et des bénéfices et de les payer à un prix raisonnable. Dans ces conditions, des plus-values de 10 fois votre mise à horizon de cinq ans sont probables.

L'impôt à la source : ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas

Rédigé le 13 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

L'impôt à la source sera en France un fiasco de plus. Le véritable impôt à la source dont tous nos gouvernants rêvent est l'inflation. Est-elle encore possible ?

L'impôt à la source est une pseudo-réforme du gouvernement Hollande qui n'a jamais été vraiment justifiée sur le fond. Je ne vois pas vraiment en quoi transformer les entreprises en collecteur d'un nouvel impôt en sus de la TVA peut s'appeler « réforme ». Mais avec un peu de communication habile, 58% des Français s'y déclaraient favorables (1). C'est d'ailleurs peu étonnant dans la mesure où 60% des Français ne paient pas cet impôt.



Si j'étais fonctionnaire à Bercy ou politicienne de carrière déterminée à vivre aux dépens des contribuables, j'aurais proposé de faciliter le recouvrement de l'impôt sur le revenu en imposant par la force légale (décret) la mensualisation et le prélèvement automatique. Mais je ne suis ni

fonctionnaire, ni politicienne et j'écris sur les misères des citoyens soumis à la Parasitocratie, mes mauvaises idées sont donc sans conséquences nuisibles.

Entérinée en 2015, cette procédure de prélèvement à la source aurait dû être mise en place en 2018. Son instauration a été reculée à 2019 et pour certaines catégories ce pourrait être 2020... Désormais beaucoup d'élus estiment que finalement ce n'est pas une bonne idée.

Les Echos sur ce sujet :

« Richard Ferrand, patron du groupe LREM à l'Assemblée nationale, s'en serait ouvert directement à Emmanuel Macron : le futur prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, censé entrer en vigueur en janvier prochain, risque de revenir en boomerang dans la face de la majorité. Outre le mauvais timing – les Français verront leur salaire fondre en direct sur leur feuille de paie dès janvier alors qu'ils craignent pour leur pouvoir d'achat – les obstacles techniques se multiplient. Dernier en date, le sort réservé aux salariés à domicile, si complexe que Bercy réfléchit à les exonérer de l'impôt en 2019. Au risque d'un contentieux pour rupture de l'égalité des citoyens. »

La Parasitocratie se prendrait-elle finalement au piège de sa turpitude ? Ce serait comique. Et si, comme moi, l'idée d'égalité des citoyens devant l'impôt vous fait glousser de rire, voilà notre matinée égayée (ne me remerciez pas, cette lettre est gratuite).

Dans notre belle démocratie, l'arsenal fiscal est conçu pour être inégal. Une majorité reçoit de l'argent « gratuit » et vote pour toujours plus d'avantages dispensés par les élus et financés par une minorité bien ciblée.

Ce qui se voit, au moment de glisser un bulletin de vote, ce sont les avantages. Ce qui ne se voit pas ce sont les nuisances qui en découlent. Si la majorité s'aperçoit que finalement son argent gratuit lui coûte très cher, la Parasitocratie est en danger.

La plupart des « souverainistes » enragent car ils ont perdu la main sur l'impôt le plus juteux, celui dont l'assiette est la plus large : l'inflation. Avec l'inflation, un gouvernement – sans s'encombrer de lois ou de discussions budgétaires – vole facilement tous ceux qui stockent de l'argent. C'était l'impôt à la source souverain par excellence.

Désormais, la Parasitocratie politique nationale est tributaire de la Parasitocratie financière de la Banque centrale européenne et de celle des instances européennes ayant lâché la « souveraineté monétaire ».

Comment lever l'impôt à la source, l'inflation, avec la « guerre commerciale »

De l'autre côté de l'Atlantique, Trump, comme tous les adeptes du levier du crédit et de la dette, sait que l'inflation est son amie.

Trump va peut-être réussir à lever cet impôt magique qu'est l'inflation grâce à sa « guerre commerciale ».

Sa « guerre commerciale » renchérit toutes sortes de produits et ses effets commencent à se voir dans les chiffres d'inflation.

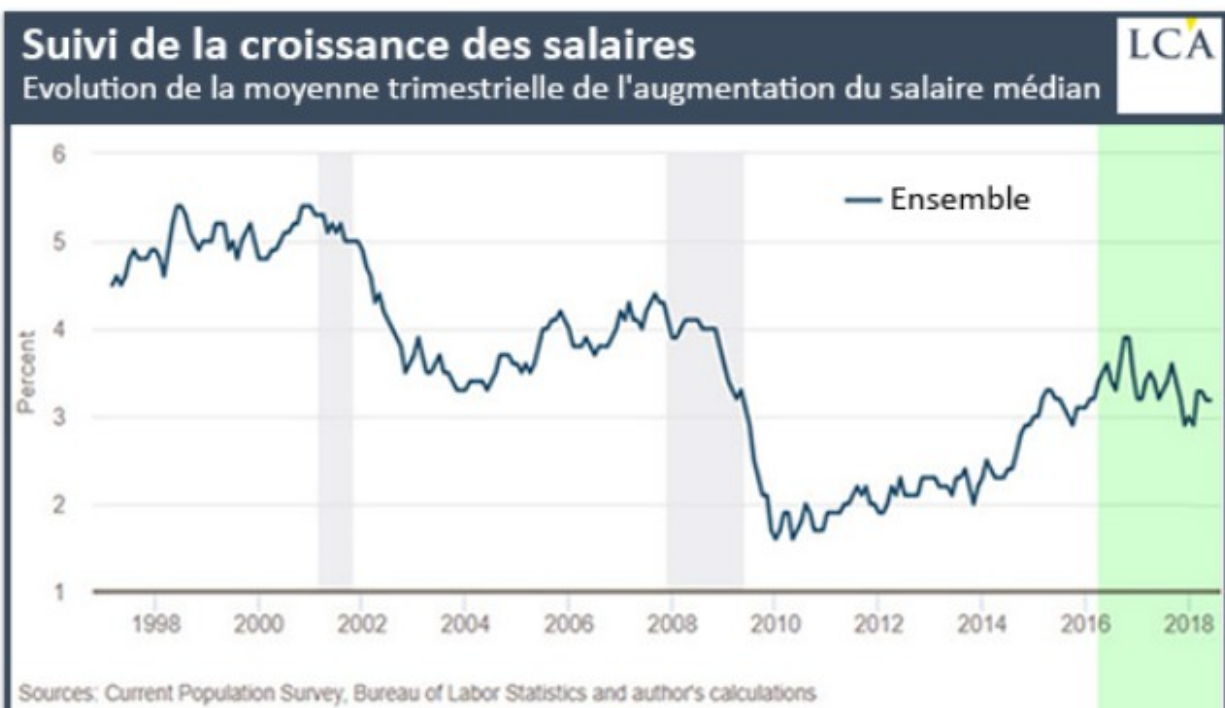
Récemment, l'indice des prix à la production intermédiaire (les dernières étapes, juste avant le produit final) a bondi, franchissant en rythme annuel le cap des 3%.

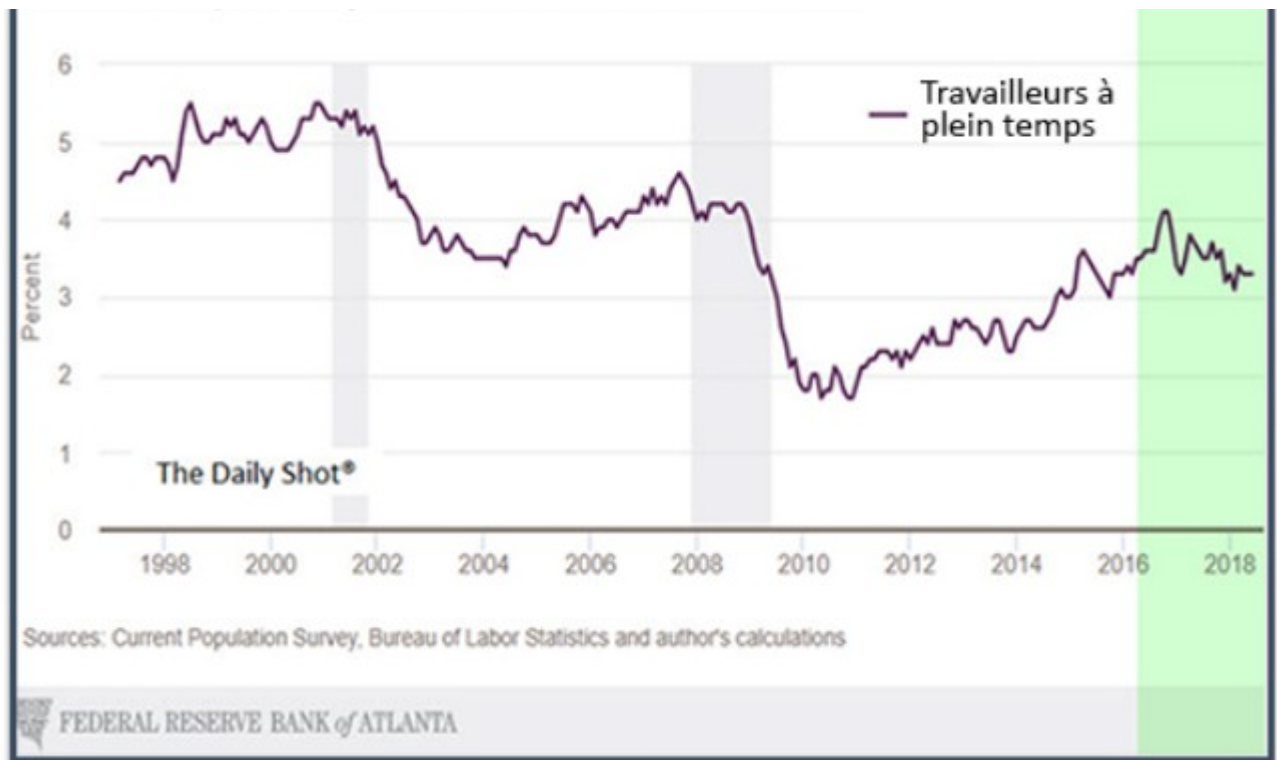


Les prix du bois (effet des taxes sur les bois canadiens et chinois), des services de blanchisserie (effet des taxes sur les lave-linges) sont déjà en forte hausse.

En plus des taxes à l'importation, le rebond des prix du pétrole a renchéri les prix des transports.

Tout va bien. Les benêts applaudissent la défense des travailleurs dont les salaires n'augmentent pas.





Les citoyens américains ne le voient pas encore mais le prélèvement à la source de l'impôt-inflation semble bien se mettre en place.

Ce qui permet de méditer le principe de notre économiste Frédéric Bastiat :

« Dans la sphère économique, un acte, une habitude, une institution, une loi n'engendrent pas seulement un effet, mais une série d'effets. De ces effets, le premier seul est immédiat ; il se manifeste simultanément avec sa cause, on le voit. Les autres ne se déroulent que successivement, on ne les voit pas ; heureux si on les prévoit.

[...]

Mais cette différence est énorme, car il arrive presque toujours que, lorsque la conséquence immédiate est favorable, les conséquences ultérieures sont funestes, et vice versa.

[...]

Du reste, il en est ainsi en hygiène, en morale. Souvent, plus le premier fruit d'une habitude est doux, plus les autres sont amers. Témoin : la débauche, la paresse, la prodigalité. Lors donc qu'un homme, frappé de l'effet qu'on voit, n'a pas encore appris à discerner ceux qu'on ne voit pas, il s'abandonne à des habitudes funestes, non-seulement par penchant, mais par calcul.

Ceci explique l'évolution fatalement douloureuse de l'humanité. L'ignorance entoure son berceau ; donc elle se détermine dans ses actes par leurs premières conséquences, les seules, à son origine, qu'elle puisse voir. »

Au temps de Bastiat, la Parasitocratie n'avait pas la prétention de piloter l'économie. Elle se contentait encore de taxer. Elle a depuis fait des progrès, hélas...

NOTES:

1-<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0301695240336-prelevement-a-la-source-les-francais-soutiennent-la-reforme-2177305.php>

2- https://www.lesechos.fr/19/07/2017/LesEchos/22489-010-ECH_la-part-de-francais-payant-l-impot-sur-le-revenu-au-plus-bas-depuis-cinq-decennies.htm

Pétrole: USA et occidentaux pourraient recourir aux réserves stratégiques

AFP 13/07/2018



Washington (awp/afp) - Les Etats-Unis et des responsables occidentaux envisagent d'avoir recours aux réserves stratégiques de pétrole si une augmentation de la production par l'Arabie saoudite et les pays de l'Opep ne suffisait pas à contenir la hausse des prix de l'or noir, affirme vendredi le Wall Street Journal (WSJ).

"L'administration Trump débat activement sur la question de piocher dans les réserves stratégiques du pays, selon des personnes proches du dossier", écrit le quotidien économique.

"Les discussions font partie d'un effort plus large pour s'assurer que les marchés pétroliers restent bien approvisionnés dans un contexte de ruptures de production à travers le monde et d'un accroissement de la demande mondiale", ajoute le WSJ.

Le journal souligne toutefois que certains conseillers de Donald Trump sont fermement opposés à cette idée et que l'administration entend surtout avoir différentes options ouvertes.

De nombreux analystes restent persuadés que les prix du pétrole vont grimper à moyen terme, alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prévenu cette semaine dans un rapport que les risques de perturbations de la production se multiplient.

Selon l'Agence, "aucun signe" ne montre en outre que le relèvement de la production dans les pays qui en ont les capacités sera suffisant pour "apaiser les craintes d'une contraction du marché".

Mercredi, les analystes de Barclays estimaient déjà que les gouvernements de pays consommateurs pourraient débloquer leurs réserves de secours pour éviter que le prix trop élevé du baril ne pèse sur leurs économies.

Le 3 juillet, John Kilduff, analyste chez Again Capital, évoquait déjà une rumeur selon laquelle les Etats-Unis pourraient "bientôt avoir recours à leurs réserves stratégiques".

afp/rp

La dette de la Grèce: un Sisyphe moderne

Publié par [Jean-Marc Jancovici](#) · Jeudi 12 juillet 2018

Thomas Lorans, Economist – Sources: [Beyond Ratings, Wall Street Journal](#) <https://www.beyond-ratings.com/beyond-ratings-weekly-digest-n153/>

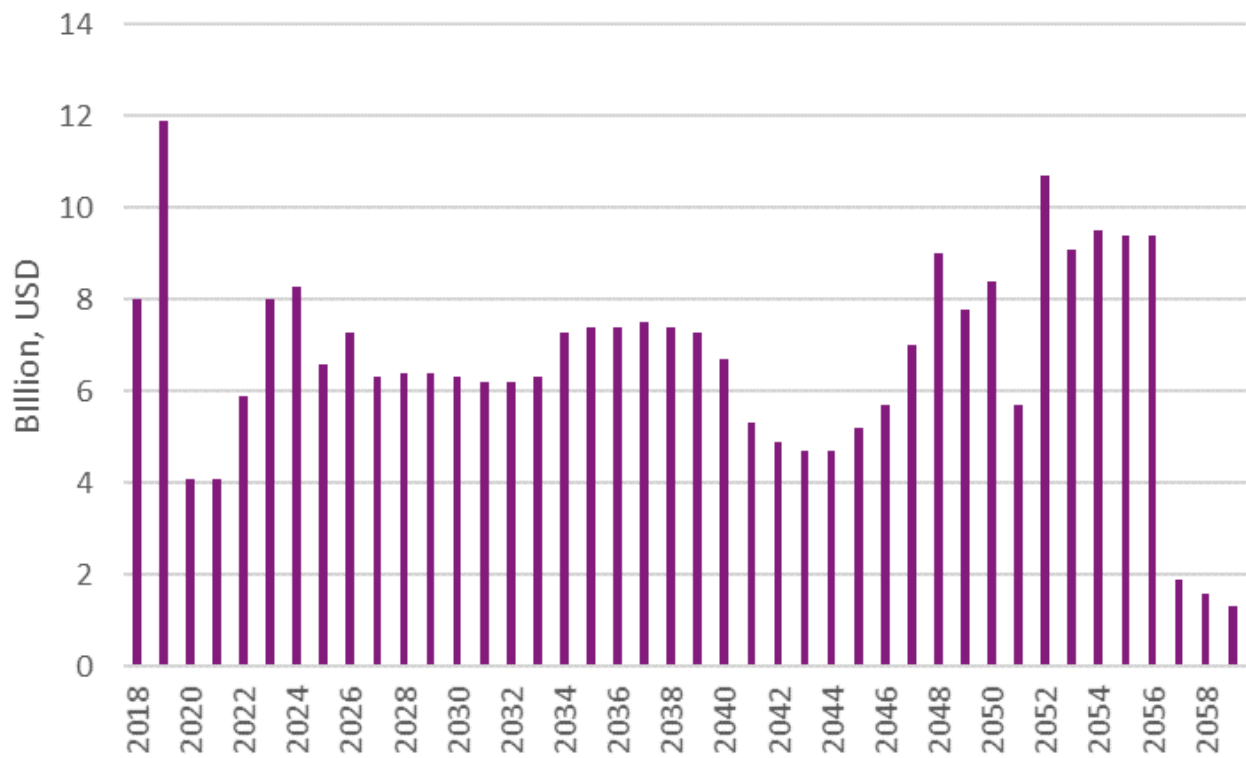
Comme le troisième protocole d'accord sera atteint le mois prochain et que les créanciers de la Grèce poussent pour un retour du pays sur les marchés financiers, il est temps de réexaminer la situation du pays d'où l'une des crises les plus importantes de l'histoire de l'Europe. Pierre Moscovici, Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, a récemment écrit ce qui suit sur son blog:

Comme Ulysse de retour à Ithaque, la Grèce arrive enfin à destination aujourd'hui, dix ans après le début d'une longue récession. Il peut enfin respirer, regarder jusqu'où il est venu et contempler l'avenir avec confiance.

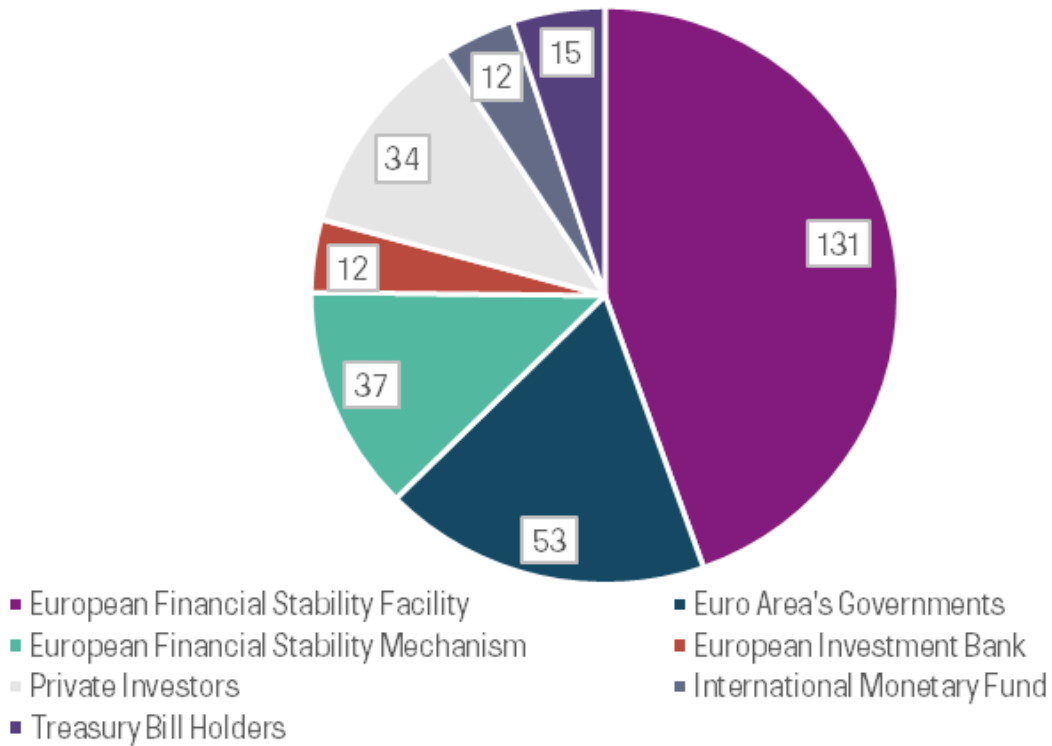
Si Moscovici veut vraiment faire appel à la mythologie grecque, le mythe de Sisyphe aurait été plus approprié concernant le cas de la Grèce.

En effet, si le rapport de conformité de la Commission européenne semble satisfait des perspectives grecques, soulignant par exemple que les autorités ont rempli leur engagement de continuer à rationaliser les dépenses globales de santé, les effets des mesures d'austérité ont été et continueront d'être désastreux pour la société grecque et sa croissance à long terme. Selon ce rapport, l'excédent primaire grec devrait augmenter progressivement de 3,5% du PIB en 2018 à 4,3% en 2022, tandis que la croissance passera progressivement à 2,6% en 2020 avant de ralentir à 1,9% en 2022.

Ce scénario est pour le moins tiré par les cheveux, car «un excédent primaire de 3,5% du PIB est difficile à atteindre et à maintenir à long terme, en particulier après de longues périodes de récession et un chômage structurel élevé» (FMI, 2016); les perspectives de croissance sont faibles en l'absence d'investissements publics, avec une baisse de la productivité. Puisque cette croissance ne sera pas assez forte pour équilibrer l'économie grecque, de nouvelles réductions budgétaires prolongeront inévitablement les «sacrifices» exigés du peuple grec dans un avenir prévisible. Alors pourquoi la Commission européenne et Pierre Moscovici croient-ils encore que "la Grèce peut envisager l'avenir avec confiance"?



Dette de la Grèce



Dette due par détenteur (en milliards de \$ US)

Quelques aperçus peuvent être trouvés en analysant l'endettement de la Grèce (Fig.1) et la

répartition par détenteur (Fig.2): ce profil étonnant (un mur de 12 milliards en 2019, puis une baisse à 4 milliards en 2020 et 2021, avant un nouveau saut, etc.) s'explique par le traitement différentiel des dettes avec différents créanciers. Les institutions européennes et les États détiennent environ 80% de la dette grecque. Nous comprenons alors mieux l'orientation de la Commission européenne et de l'Eurogroupe sur la réalisation d'excédents primaires élevés par l'application de «réformes structurelles», le refus de la nouvelle annulation de la dette et l'optimisme quant à la soutenabilité de la dette publique grecque.

En effet, selon Klaus Regling, le directeur général du mécanisme de stabilité européen, les «sacrifices» demandés aux Grecs pourraient durer jusqu'à la date d'échéance finale (2060): «La Commission arrête quand les 75% ont été remboursés, mais nous ne faisons pas ça. Nous contrôlons jusqu'à la toute fin. »

"Oui, et j'ai vu Sisyphe dans de violents tourments, cherchant à élever une pierre colossale avec ses deux mains. En vérité, il se penchait avec les mains et les pieds et poussait la pierre vers la crête d'une colline, mais aussi souvent qu'il allait la soulever par-dessus, le poids la faisait reculer, puis redescendre vers la plaine en roulant impitoyablement. Mais il faisait à nouveau un effort et la repoussait, et la sueur coulait de ses membres, et de la poussière s'élevait de sa tête. " Homère, *Odyssée*, livre 11.

Thomas Lorans, Economiste